

programme électoral 2019 - 2024

bienvenue à bruxelles,
ville des bosseurs

legende

Certains thème se retrouvent à travers le programme électoral
Par facilité, nous avons créé des icônes adéquates.



**écologie
et qualité
de vie urbaine**



**économie et
jobs**



**enseigne-
ment et
formation**



multilinguisme



mobilité



**soins de
santé**



court-terme



moyen-terme

Bruxelles offre à ma famille et moi-même la pos- sibilité du meilleur avenir possible

Nous ne le soulignerons jamais assez : pour les libéraux, ce n'est pas l'origine des personnes qui compte mais bien leur avenir. Qu'il s'agisse du contexte socio-économique, linguistique ou culturel, chaque individu à Bruxelles a le droit d'avoir les meilleures chances de construire une vie libre et heureuse à Bruxelles. C'est la raison pour laquelle l'Open Vld attache autant d'importance à un enseignement et une formation de qualité. C'est aussi la raison pour laquelle l'Open Vld est le parti de l'enseignement à Bruxelles et a fourni une contribution essentielle à l'accroissement de la qualité dans l'enseignement néerlandophone.

1.1. nous construisons des écoles



Fin des années 90, début des années 2000, l'Open Vld était le premier parti à attirer l'attention sur la vague démographique à laquelle Bruxelles devait s'attendre. Aujourd'hui plus personne ne peut nier cet accroissement démographique. Entre 2000 (959.318 habitants) et 2018 (1.198.726 habitants), la population bruxelloise a augmenté d'environ un quart. Et cette croissance démographique est loin d'être terminée....

Nous avons réagi en investissant dans la qualité de l'infrastructure et dans l'accroissement de la capacité de l'enseignement néerlandophone. C'est la raison pour laquelle le ministre Vanhengel créait déjà en 2000 le Fonds budgétaire des institutions scolaires car « Gouverner c'est prévoir ». Ces moyens ont permis non seulement d'investir dans les institutions propres à la VGC, mais également dans les besoins d'infrastructures des autres réseaux d'enseignement. Depuis 2000 et jusqu'aujourd'hui, nous avons investi au total 410.6000.000 euros dans l'enseignement néerlandophone bruxellois par le biais de la Commission communautaire flamande. 282.400.000 euros ont été consacrés à de grands projets de nouvelles constructions, de rénovations, et réaffectations de bâtiments et terrains. On y retrouve des bâtiments scolaires iconiques comme la transformation de l'église Saint-Vincent –de-Paul en une école pour ados et une école secondaire, la transformation totale et le doublement de capacité de l'école communale Windekind à Molenbeek ou encore la construction de nouveaux campus, par exemple Comenius à Koekelberg, qui comprennent des crèches, des salles de sport, des bibliothèques et des écoles primaires et secondaires. Nous avons remplacé de nombreux bâtiments scolaires décrépis par de nouveaux bâtiments modernes en

doublant leurs capacités. Les autres moyens ont été investis dans l'économie d'énergie des bâtiments scolaires, l'aménagement de cours de récréation pédagogiques, dans de nouveaux sanitaires, etc...

Investissements qui ont profité et qui profitent aux Bruxellois de plus en plus nombreux qui ont délibérément opté pour un enseignement néerlandophone de qualité.

Cumulé aux investissements de la Communauté flamande, d'ici quelques années quelques 10.400 places supplémentaires seront créées dans l'enseignement maternel et primaire et quelques 3100 places supplémentaires dans l'enseignement secondaire.

Tout cela se traduit également en chiffres, en 2000 l'enseignement néerlandophone comptait 32.500 élèves (maternel, primaire et secondaire confondus), aujourd'hui, en 2019, l'enseignement néerlandophone compte 47.200 élèves. Soit une augmentation de 45%.

Le travail est loin d'être achevé. L'Open Vld souhaite garder ce rythme d'investissements et continuer à investir dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire afin de pouvoir prévoir une place pour chaque enfant dont les parents auront choisi l'enseignement néerlandophone. Notre ambition pour les 5 années à venir est de créer 3500 places supplémentaires dans l'enseignement maternel et primaire et 5000 places supplémentaires dans l'enseignement secondaire.

Nos propositions :

- Par le biais de l'accroissement de capacité de notre réseau d'écoles et une politique d'inscription équilibrée, nous voulons garantir une place pour les Néerlandophones et les Bruxellois allophones dans l'enseignement néerlandophone. Chaque enfant mérite un enseignement de qualité.

- Au cours de la prochaine législature, nous voulons continuer à travailler à l'élargissement du nombre de places dans l'enseignement néerlandophone maternel, primaire et secondaire à Bruxelles, afin d'avoir une capacité scolaire suffisante dans chaque commune. Tout comme par le passé, nous souhaitons inciter et soutenir les directions (Enseignement communautaire, enseignement libre, enseignement communal) dans l'élargissement de leurs réseaux d'enseignement.

- Pour la construction de nouvelles écoles secondaires, nous nous concentrons sur les espaces disponibles à proximité des zones densément desservies par les transports publics.

- Lors de la construction et rénovation d'écoles en Région bruxelloise, nous voulons accorder toute notre attention à l'accessibilité et à des campus durables (sur le plan énergétique et du recyclage). Nous voulons nous engager pour un environnement scolaire sain et sécurisé. Nous encourageons les parents et les riverains à diminuer la circulation automobile autour des écoles.

- Nous voulons maintenir le rythme d'investissements de la VGC dans



l'enseignement néerlandophone bruxellois. La Communauté flamande doit encore accroître ses investissements dans ce même enseignement néerlandophone. Il ne s'agit pas uniquement d'une obligation décrétole, cela représente aussi une opportunité considérable pour la Flandre d'avoir davantage de néerlandophones à Bruxelles et en périphérie.

- Outre les investissements dans la scolarité obligatoire, nous plaidons également pour que la Communauté flamande prévoie des moyens pour Bruxelles afin de répondre aux besoins structurels de l'enseignement artistique à horaire réduit.

1.2. on trouve les meilleurs enseignants à Bruxelles

L'élargissement de la capacité des écoles est une chose mais cela va selon nous de pair avec une amélioration de la qualité de l'enseignement proposé. Cette qualité d'enseignement repose en majeure partie sur des enseignants motivés et compétents, sur un cadre scolaire de qualité et sur l'innovation. Voilà pourquoi, nous investissons dans l'encadrement pédagogique et créons les conditions justes pour un enseignement de qualité. Attirer suffisamment d'enseignants et les garder à Bruxelles, c'est l'un de nos défis majeurs.

Au cours des prochaines années, un élargissement du corps professoral est nécessaire. À notre demande, l'ULB, le FUSL, l'UCL et la VUB ont réalisé en 2016 une étude de laquelle il est ressorti que d'ici 2020, quelques 250 enseignants supplémentaires seront nécessaires dans l'enseignement néerlandophone à Bruxelles. Afin de rendre la profession d'enseignant plus attrayante et pour veiller à un soutien supplémentaire, nous avons créé en 2018 le Centre d'enseignement bruxellois. Celui-ci a pour but d'encadrer les jeunes enseignants et de soutenir les équipes professorales. En outre, nous avons lancé différentes campagnes « Donner cours à Bruxelles ». Lors de la rentrée académique 2017-2018, nous avons lancé une formation bilingue pour les enseignants afin de créer une base pour un enseignement multilingue dans le cadre d'une collaboration avec la Communauté française et flamande. Nous avons en outre investi dans l'équipement des écoles, entre autres afin de rendre à nouveau l'enseignement technique et professionnel attrayant. Nous voulons poursuivre nos efforts.

Nos propositions :

- Nous voulons attirer des candidats-enseignants dans les formations d'enseignants néerlandophones à Bruxelles et en faire la promotion auprès de deux groupes-cibles spécifiques: les étudiants issus de l'enseignement secondaire néerlandophone bruxellois et ceux en réorientation professionnelle . Nous souhaitons que des personnes avec de l'expérience dans le monde professionnel trouvent plus facilement le chemin vers l'enseignement pour y donner cours mais également en tant que collaborateur administratif. Ils peuvent ainsi également

transmettre leur expérience en entreprise aux élèves. Nous souhaitons à cet effet développer des campagnes promotionnelles adéquates. Nous souhaitons également faire des efforts pour engager des enseignants et les garder dans l'enseignement néerlandophone à Bruxelles:

- en soutenant les formations d'enseignants bruxellois en fonction des besoins bruxellois, en développant des parcours de formation flexibles adaptés aux différents groupes-cibles (par exemple un soutien linguistique supplémentaire, apprentissage sur le lieu de travail, plans de développement personnel, ...). En vue d'adapter la formation d'enseignant à un environnement très exigeant dans lequel la langue parlée à la maison n'est souvent pas le Néerlandais, nous voulons élargir la palette pédagogique des enseignants en leur faisant faire une partie de leur stage dans l'enseignement de promotion sociale, enseignement NT-2 (néerlandais comme deuxième langue).

- En réformant le statut d'enseignant. En premier lieu sur le plan de la rémunération de ceux-ci. Nous souhaitons une prime régionale pour les enseignants bruxellois, de surcroît s'ils y habitent. La complexité de donner cours dans une grande ville effraie de nombreux potentiels enseignants. Grâce à un stimulant financier supplémentaire, nous voulons les convaincre d'opter pour une carrière dans l'enseignement bruxellois et d'y construire une carrière. Nous souhaitons également créer davantage de possibilités pour que les enseignants puissent trouver des logements abordables à Bruxelles et trouver comment soutenir les enseignants sur le plan pratique (entre autres sur le plan de la mobilité) lorsqu'ils sont prêts à donner cours à Bruxelles.

6

- Nous tenons également à veiller à ce que les enseignants puissent commencer plus rapidement à construire des missions d'enseignement à temps plein, afin d'éviter qu'ils ne doivent trouver un horaire complet dans plusieurs écoles. Ce qui est démotivant et engendre des tracas pratiques et administratifs supplémentaires. Nous souhaitons adapter le statut de l'enseignant pour que la fonction devienne intéressante et puisse le rester.

- Nous souhaitons que les enseignants motivés suivent une formation supplémentaire. Nous voulons continuer à développer les systèmes de co-teaching et d'encadrement initial sur le lieu de travail pour les enseignants débutants, de sorte qu'ils bénéficient d'un soutien supplémentaire (de collègues plus expérimentés).

- Avec « Lesgeven in Brussel » (donner cours à Bruxelles), nous élargissons la communauté d'enseignants bruxellois, où les enseignants ont la possibilité de s'entraider et de faire l'expérience ensemble de l'enseignement à Bruxelles.

- Nous tenons à poursuivre le développement de la formation bilingue d'enseignants qui a été mise sur pied au cours de la législature précédente, de sorte que les enseignants qui en sortent diplômés puissent aussi bien donner cours dans l'enseignement francophone que néerlandophone.



- Nous voulons réduire la charge administrative pour les directions d'école et pour les enseignants grâce à un des mesures planifiées, une réforme qui comprend la suppression éventuelle du nombre d'obligations administratives et en digitalisant l'administration de l'enseignement, de sorte que les enseignants aient davantage de temps pour leurs élèves.

1.3. renforcer la qualité de l'enseignement

Les écoles de qualité sont des écoles bien équipées qui disposent d'un corps professoral solide. Chaque élève doit s'y sentir chez lui et doit avoir la possibilité d'y faire ce qu'il/elle aime. Suffisamment d'attention pour la pédagogie, l'équipement et pour les élèves qui éprouvent des difficultés, quelle qu'en soit la raison, tout cela fait partie d'un enseignement de qualité. C'est pourquoi nous souhaitons que la Communauté flamande et la VGC continuent à s'engager en ce sens.

- Pour aller au-devant de l'absentéisme, nous souhaitons un échange permanent d'informations entre les écoles, les zones de police où elles se situent et les services spécifiques qui s'occupent des élèves concernés et de leur famille. Nous rédigeons un protocole qui liera les différents partenaires. Avec KANS Centraal Meldpunt Brussel, l'approche de l'absentéisme et du décrochage scolaire sans diplôme a été structurée. Nous souhaitons élargir ce système et développer un système adapté à l'accompagnement de groupe et individuel, y compris dans l'enseignement primaire. En outre, certaines cellules communales d'absentéisme doivent être bilingues.



- Nous réalisons des investissements en équipements techniques pour l'Enseignement technique et professionnel ainsi que pour les formations STEAM (Science, Technologie, Engineering, Arts, Mathématique). Nous continuons à investir dans l'équipement ICT dans les classes et nous installons des fablabs (lieux de travail créatifs où l'on peut développer ses idées par exemple autour de l'impression 3D, la découpe laser, travailler avec un robot,...). Nous développons aussi des programmes autour de l'éducation aux médias.
- Nous stimulons également l'échange et la collaboration entre les formations artistiques francophones et néerlandophones et avec les mouvements artistiques des différentes cultures présentes à Bruxelles.
- Nous souhaitons également pleinement investir dans « les langues de demain » : Intelligence artificielle et codage. Toutes les deux sont intégrées dans le curriculum de nos écoles.
- Avec la poursuite du développement du projet éducation « groene

klasbakken », nous sensibilisons les élèves bruxellois à l'alimentation durable. La même attention est portée aux repas scolaires dont nous souhaitons qu'ils soient autant que possible issus du circuit court, sains et bons.

- Nous souhaitons continuer le soutien aux écoles et écoles élargies (coaching, formation, offre de matériels) avec une attention pour le multilinguisme, la pauvreté et une attention renforcée pour l'enseignement secondaire. Nous souhaitons continuer à subsidier les initiatives éducatives des écoles.

- Une réforme du fonctionnement actuel des écoles élargies est nécessaire. Les Écoles élargies travaillent au développement des talents des élèves, dans et en dehors de l'enceinte de l'école. Le nombre d'écoles élargies a augmenté ces dernières années à Bruxelles mais avec l'expérience que nous avons, nous souhaitons introduire un fonctionnement d'écoles élargies dans toutes les écoles, sans distinction du rôle linguistique, de sorte que l'ensemble des élèves de l'enseignement bruxellois puissent participer aux activités et projets, tant à l'école qu'en dehors. Par le biais de l'École élargie nous souhaitons nous engager dans le développement des compétences non-cognitives chez les élèves bruxellois et sur le développement de compétences clés (par exemple au niveau culturel, de la conscience, de la citoyenneté, des compétences financières, de la conscience de soi, etc).

- L'Open Vld continue à accorder une attention particulière aux transitions dans notre système d'enseignement, car il s'agit de moments charnières : de la crèche ou maison à l'école maternelle, de la classe maternelle à l'école primaire et de l'école primaire à l'école secondaire. Nous souhaitons donner davantage de liberté pédagogique aux enseignants et écoles pour les anticiper, en continuant à développer des concepts innovants d'enseignement tels que « l'école des ados » et le « jardin d'enfants ». Ces concepts adaptés doivent contribuer à donner envie aux élèves d'aller à l'école et de continuer à y aller.

- Nous souhaitons offrir davantage de stimulation aux enfants doués afin de leur permettre de continuer à se développer.

- De nombreuses associations de parents jouent aujourd'hui un rôle très actif dans le soutien (l'environnement de vie) de l'école de leurs enfants. La VGC les soutient via un règlement de subside et souhaite continuer à le faire. Vu l'importance de l'implication des parents sur les prestations scolaires des enfants, nous souhaitons, avec les directions d'écoles et les comités de parents, examiner comment nous pouvons impliquer davantage les parents dans l'enseignement de leurs enfants.



1.4. langue, multilinguisme et enseignement

Dans une ville cosmopolite et un centre de décision international (UE, OTAN), le multilinguisme est le facteur d'intégration par excellence et un atout économique important. L'enseignement est important pour continuer à stimuler ce multilinguisme. Nous ne devons pas uniquement nous focaliser sur les langues de l'Europe de l'Ouest, mais également sur les autres langues du monde telles que le Russe, le Chinois, l'Arabe, le Japonais, ... Bruxelles doit devenir la « capitale du multilinguisme ». C'est pourquoi nous souhaitons mettre sur pied un plan multilingue basé sur l'analyse du baromètre linguistique et l'expertise du plan Marnix pour un Bruxelles multilingue soutenu par le ministre-Président bruxellois.

- Avec le soutien du Centre d'enseignement bruxellois, nous souhaitons continuer à investir dans la qualité du néerlandais à l'école. Pour les élèves néerlandophones et non-francophones, nous souhaitons aider à renforcer la connaissance du français.

- Nous souhaitons également sensibiliser les parents à l'offre d'apprentissage du néerlandais. Celle-ci, par le biais de la Maison du Néerlandais, doit également être élargie, tant les week-ends que les soirées. Cela permettra d'atteindre davantage de personnes. Y compris les personnes qui travaillent mais qui souhaitent continuer à s'épanouir. Nous souhaitons accorder une attention toute particulière aux parents les plus vulnérables.

- Nous voulons un enseignement bilingue pour les élèves bruxellois. Cela est très concrètement réalisable, sans réformes de l'enseignement utopiques ou drastiques, en simplifiant la collaboration avec les écoles francophones, avec la création de campus bilingues afin de faciliter les échanges entre français et néerlandais.

- Il faut augmenter la qualité de l'enseignement de la seconde langue tant du côté francophone que du côté néerlandophone. C'est pourquoi nous souhaitons échanger des expertises concernant l'enseignement des langues entre l'enseignement néerlandophone et francophone. À l'heure actuelle, il est déjà possible « d'échanger » des enseignants entre l'enseignement francophone et néerlandophone, mais cela ne se fait que très peu dans la pratique. Nous souhaitons faire tomber cette barrière.

- Nous stimulons activement les projets de coopération entre les 4 écoles européennes situées sur notre territoire et les écoles bruxelloises. De cette manière, nous poursuivons l'échange linguistique, nous donner un réel sentiment de capitale européenne et nous veillons à une plus grande implication des expatriés dans la société bruxelloise.

4. Een grootschalig onderzoek, ingericht door BRIO, naar het taalgebruik in Brussel, dat om de 5 à 6 jaar wordt herhaald om de evolutie van het taalgebruik in Brussel in kaart te brengen.

5. Het Marnixplan voor een meertalig Brussel is een gezamenlijke inspanning om het vroegtijdigen coherent leren van verschillende talen te bevorderen binnen alle lagen van de Brusselse bevolking. Het focust in de eerste plaats op het Frans, het Nederlands en het Engels, maar moedigt ook de overdracht van alle moedertalen aan.

1.5. étudier à bruxelles, une ville étudiante

Avec 86.000 étudiants, Bruxelles est la plus grande ville estudiantine de notre pays. Du côté néerlandophone, tout le monde connaît BRIK, qui accueille les étudiants, les oriente et les implique dans la vie à Bruxelles. De plus, nous créons, en partie grâce à l'effort inépuisable de notre groupe libéral au Parlement bruxellois, un climat optimal pour les étudiants. Le réaménagement de la zone des casernes sur le boulevard Général Jacques permettra la création d'un nouveau quartier où l'enseignement supérieur jouera un rôle vital. Le site de l'AZ-VUB et le campus Odisee sont en plein développement. Mais la politique estudiantine mérite notre attention constante à d'autres niveaux. Au cours des prochaines années, nous souhaitons continuer sur cet élan :

- En soutenant l'enseignement supérieur dans la rénovation, l'amélioration et l'élargissement de ses infrastructures.
- Par le biais de BRIK et Muntpunt, nous souhaitons promouvoir la Région de Bruxelles-Capitale comme une ville estudiantine (internationale) en Flandre et au-delà.
- Il faut profiter du réaménagement de la zone des casernes à Ixelles/Etterbeek pour créer un nouveau quartier estudiantin. Pour cela, il convient d'apporter l'attention nécessaire à un logement abordable et de qualité pour les étudiants. Nous souhaitons également poursuivre la construction de campus pour l'enseignement supérieur là où cela est possible. En combinant plusieurs fonctions et recherches, spin-offs, crèches, enseignement maternel ou primaire avec des aménagements pour étudiants, nous souhaitons arriver à des quartiers urbains intégrés.
- Nous souhaitons également élargir l'organe de concertation structurelle entre les hautes écoles bruxelloises et universités et la Région avec un fonctionnement néerlandophone. Nous souhaitons mieux anticiper les besoins et attentes de l'enseignement supérieur bruxellois sur le plan du logement, de la mobilité, de l'urbanisme, etc.



1.6. bruxelles forme



Se mettre au travail, entreprendre dans de nouveaux secteurs ou des secteurs économiques en plein développement, la réorientation professionnelle à un âge avancé, le développement personnel, il s'agit de matières pour lesquelles les personnes ont besoin de disposer de nouvelles compétences. C'est pourquoi, nous souhaitons davantage investir dans la formation continue afin de permettre aux Bruxellois de disposer de davantage de possibilités pour continuer à se développer et s'épanouir après le parcours scolaire « classique ».

- L'enseignement pour adulte mérite d'être davantage promu et doit avoir des perspectives d'avenir. Nous voulons inciter les universités bruxelloises et les hautes écoles à conclure avec leurs étudiants un contrat d'avenir stimulant la formation continue et les encourager à continuer à se former.



- Apprendre le néerlandais et s'exercer ne se fait pas uniquement en classe. La Maison du Néerlandais doit développer davantage un parcours linguistiques en apprentissage du néerlandais encore plus à portée de tous avec des formateurs et en fonction du marché du travail.



- Nous voulons récompenser les entreprises dont les employés suivent des cours de langue durant les heures de travail en vue de se développer.

- Des initiatives où les personnes sont formées via une expérience professionnelle ou un stage doivent pouvoir disposer de plus de marge. En outre, nous souhaitons davantage promouvoir l'apprentissage par alternance (entre autres via des contrats d'apprentissage).

1.7. la ville comme vecteur d'émancipation

Bruxelles est une « ville d'arrivée », une capitale ouverte qui génère des richesses pour ses habitants et ses utilisateurs. Le flux de nouveaux arrivants à Bruxelles est perceptible et engendre de nombreux défis. En ce qui nous concerne, le principal défi est de faire en sorte que les nouveaux arrivants deviennent des citoyens actifs. En tant que libéraux, nous considérons la ville comme une machine d'émancipation. L'Open Vld a toujours été persuadé que Bruxelles et la Flandre avaient besoin d'une politique d'intégration pour permettre à ces nouveaux arrivants de devenir rapidement indépendants et notre parti l'a toujours encouragé. Aujourd'hui il est clair qu'il s'agit d'un des outils clés pour aider les nouveaux arrivants. Au cours des prochaines années, nous souhaitons renforcer ces accents libéraux et davantage présenter la ville comme un tremplin. Il est important pour nous que des (jeunes) Bruxellois ne doivent pas attendre pendant des années sur les bancs de l'école ou dans les salles d'attente des administrations ;

Nos propositions :

- Les nouveaux arrivants doivent pouvoir recevoir plus rapidement un permis pour pouvoir travailler- même pendant leur procédure- qu'ils soient reconnus ou non , afin de ne pas briser leur élan vers une vie meilleure.
- En collaboration avec les deux communautés, l'agrégation des diplômes doit être accélérée pour les nouveaux arrivants.
- Les cours de langue et d'alphabétisation doivent être proposés de manière aussi flexible que possible sur le lieu de travail en vue d'accélérer l'intégration.
- Nous souhaitons promouvoir les emplois dans la nouvelle économie collaborative comme tremplin vers des emplois stables. Ces emplois ne sont pas des menaces mais à condition d'avoir un cadre légal, ils sont une opportunité, tout comme les emplois dans l'économies de services, pour ces groupes-cibles.
- Etant donné qu'un nouvel arrivant a le choix entre deux parcours d'intégration (Communauté flamande + COCOF), il/elle doit être bien informé(e) pour prendre la décision la plus adéquate en fonction de ses besoins. Nous souhaitons fournir davantage d'efforts pour faire connaître l'offre néerlandophone. Nous proposons dès lors de reprendre pour chaque nouvel arrivant un volet « commun » (5h) où le contenu et les possibilités de chaque parcours seront clairement expliqués.
- Certaines parties des deux parcours pour l'intégration doivent être combinées. C'est pourquoi, nous souhaitons que la Communauté flamande et la COCOF reprennent dans leur offre un volet comprenant une connaissance de l'autre langue nationale.
- Nous souhaitons mettre sur pied une procédure simple avec des tests pour reconnaître et faire certifier des compétences acquises ailleurs.



bruxelles, une vil- le mondiale et accueillante à échelle humaine

Bruxelles est la capitale. De la Belgique, de la Flandre et de l'Europe. Ce rôle et la présence européenne et internationale dans la Région de Bruxelles-Capitale ont transformé notre ville au cours de ces dix dernières années d'une ville de province bilingue en une ville mondiale cosmopolite et multilingue. En tant que libéraux, nous souhaitons davantage renforcer le statut de Bruxelles comme capitale et comme centre de décision national et international. En parallèle, nous sommes conscients que la lasagne institutionnelle de Bruxelles constitue un défi qui mérite une réponse adaptée.

2.1. nous continuons à réformer

Plutôt que d'utiliser des slogans ou des semblants de solution, l'Open Vld bruxellois a toujours aidé à renforcer la gouvernance et l'efficacité de Bruxelles grâce à des solutions réalisables et largement soutenues. Nous restons demandeurs d'une fusion des communes, mais cela ne nous a pas empêché de tracer un processus où davantage de compétences sont transférées vers le niveau régional. Pour l'Open Vld, il est essentiel d'avoir une répartition et hiérarchie claire des compétences entre les communes bruxelloises et la Région bruxelloise. Nous l'avons entre autres réalisé en faisant en sorte d'avoir un budget en équilibre. Mais également en concluant un pacte fiscal avec les communes. Au niveau local, cela a permis une meilleure gestion de la dette et un contrôle sur des dépenses excessives. Grâce à des incitants budgétaires, nous avons encouragé les communes à plus de coopération, tant avec la région qu'avec les autres communes. En outre, nous avons également prévu des moyens pour créer et développer le Service régional Prévention et Sécurité. Celui-ci réalise une politique régionale de sécurité centralisée. Nous croyons en un processus continu visant la simplification pour le citoyen plutôt que de soudaines solutions miracles. Il s'agit là d'une gouvernance solide, caractéristique des libéraux.

Nos propositions :

- Nous voulons un cadre pour l'harmonisation des procédures et tarifs communaux pour les demandes administratives ; nous aspirons à une uniformité à travers les frontières communales pour les citoyens et entreprises à Bruxelles. Une digitalisation poussée peut y contribuer. Nous souhaitons en même temps examiner les procédures (et les tarifs qui y sont liés) qui sont encore aujourd'hui réellement nécessaires.



Nous voulons également réaliser cet exercice pour définir quelles procédures se font au mieux à quel niveau (régional ou communal).

Nous militons pour une simplification maximale du système de prime et permis pour les citoyens et entrepreneurs au niveau régional.

- Une administration régionale bruxelloise efficace doit être garante d'un service de qualité pour l'ensemble des Bruxellois. La préparation, l'exécution et l'évaluation de la politique doit partir d'une approche intégrée. Il convient d'examiner comment les objectifs peuvent être atteints de manière optimale pour chaque domaine de la politique. Une structure de gouvernance homogène et transparente doit permettre à la Région de Bruxelles-Capitale d'aborder les défis sociaux et de réaliser les missions publiques de base. L'administration régionale bruxelloise doit pleinement jouer la carte de la digitalisation en automatisant les processus, en utilisant des données digitales et en harmonisant la communication interne et externe.

- Nous plaçons pour que chaque ministre reçoive un cabinet citoyen au sein duquel les citoyens sont en mesure de débattre et peuvent émettre, après consensus, des recommandations. Cette expérience donne aux citoyens au cours d'une législature plus de participation et d'implication dans la politique menée et accroît la base des décisions prises.

- Nous voulons que les projets lancés par Beliris avancent plus rapidement. C'est pourquoi, nous souhaitons une réforme du Fonds Beliris. À l'heure actuelle, la structure ambivalente Fédéral- Bruxelles génère trop de conflits d'intérêt, avec une fragmentation des moyens et des retards à la clé. La Région de Bruxelles-Capitale doit pouvoir être davantage aux commandes. L'opérationnalisation de la politique centrale de sécurité pour Bruxelles doit être lancée lors de la prochaine législature. Nous continuons aussi d'être les partisans d'une fusion des six zones de police.



2.2. international; un bruxelles fort dans une europe forte

Depuis le Moyen-Age, Bruxelles est un centre diplomatique important. Cette fonction internationale procure un retour économique important pour la Région de Bruxelles-Capitale et l'ensemble de la Région : plus de 121.000 emplois directs et indirects et 5 milliards d'euros de valeur ajoutée pour la Région seule. Quelques 20 organisations de l'Union européenne y ont installé leur siège ou de facto leur principal établissement. Bruxelles compte également quelques 42 organisations gouvernementales. Ce qui représente à peu près 40.000 fonctionnaires européens et 13.500 fonctionnaires internationaux, 20.000 à 30.000 lobbyistes, environ 1000 journalistes et 5400 diplomates et entraîne dans son sillage l'établissement d'un grand nombre de centres internationaux d'expertise et d'ONG.

En tant que petite ville mondiale, le nom « Bruxelles » est devenu une marque forte et notre position est jalouée par de nombreuses capitales. Nous souhaitons continuer à investir dans le rôle international de Bruxelles et exploiter les connaissances qui y sont développées grâce à ce statut particulier. Nous voulons non seulement chercher l'inspiration qui doit nous permettre de résoudre les problématiques typiquement urbaines mais également exporter notre savoir-faire pour continuer à renforcer notre économie.

Nos propositions :

- En tant que capitale de l'Europe, multilingue et centre de décision, nous renforçons la culture organisationnelle de l'administration bruxelloise en investissant dans l'accueil des citoyens et des entreprises.
- En tant que capitale de l'Europe, nous souhaitons envoyer un signal clair que l'Europe n'est pas uniquement la capitale de près de 500 millions d'Européens et la plus grande économie de marché au monde, mais que le projet européen est avant tout un projet de paix et de stabilité. C'est ce que nous voulons mettre davantage en lumière au cours de ces prochaines années, entre autres via l'installation d'un monument en mémoire du Prix Nobel pour la Paix que l'Union européenne s'est vue recevoir en 2012. Nous voulons faire de la Place Schuman une enseigne et un symbole politique auquel tous les citoyens d'Europe peuvent s'identifier. En outre, nous voulons davantage nous investir dans la prise de conscience du rôle international et diplomatique que Bruxelles a joué à travers l'histoire.
- La Région de Bruxelles-Capitale et le gouvernement fédéral investissent dans l'encadrement de la présence européenne dans notre capitale, mais nous osons également nous demander si les institutions ne pourraient pas le faire davantage. Depuis 2008, la Région bruxelloise développe un masterplan pour le quartier européen. Une surface de 167.000m² pour de nouvelles habitations a permis au quartier de mieux s'intégrer dans le tissu urbain bruxellois. Des initiatives de l'UE, telles que le Parlementarium et la Maison de l'Histoire européenne (actuellement la 3ème attraction touristique la plus visitée en terme de fréquentation de la Région bruxelloise), entièrement financée par le Parlement européen, représentent une plus-value pour l'offre culturelle bruxelloise. Grâce à une étroite collaboration avec Visit.Brussels, nous souhaitons que les deux institutions déve-

loppent une offre qui aide à porter la mission et le message européen tant dans le reste du pays que dans les écoles et quartiers bruxellois.

- Nous voulons que l'Anglais, la langue la plus utilisée internationalement, reçoive un statut à part entière en tant que langue administrative dans les administrations locales et régionales. Nous tenons à ce qu'il en soit de même dans l'enseignement, chaque élève qui finit ses études à Bruxelles, devrait connaître au moins trois langues.



- Nous plaçons pour que Bruxelles devienne le lieu unique du Parlement européen. Cela serait un choix compréhensible tant sur le plan économique qu'écologique qui profiterait à l'image de l'Europe auprès des citoyens européens.



- Nous souhaitons continuer à travailler à un citymarketing – une politique d'investissement qui continue d'améliorer le rayonnement international de Bruxelles pour attirer des investissements. Sur base d'une analyse objective de critères qualitatifs et quantitatifs, la Région de Bruxelles-Capitale mène une politique économique internationale qui détermine ce sur quoi il faut investir en priorité en matière de soutien aux entreprises bruxelloises d'exportation, l'attrait des entreprises étrangères, la coopération internationale sur le plan de l'innovation et du développement économique et l'attrait et échange de talent. Nous voulons également que Bruxelles réponde aux développements géopolitiques en mettant encore plus en avant son rôle en tant que centre international de décision et en se profilant comme lieu d'implantation intéressant pour les entreprises et institutions internationales. La Région doit accueillir et accompagner autant que possible ces autorités, organisations, entreprises et start-ups internationales lorsqu'elles viennent s'installer à Bruxelles. Nous engageons également le dialogue avec la Communauté métropolitaine autour de Bruxelles.



- Bruxelles reste aujourd'hui une ville de congrès très importante, mais connaît sur ce plan beaucoup de concurrence avec d'autres villes mondiales et européennes. Etant donné l'impact positif sur l'emploi, l'intérêt économique mais également (géo) politique de l'industrie MICE (Meetings, Incentives, Conventions, Exhibitions), nous souhaitons que la Région bruxelloise ainsi que les communes fournissent davantage d'efforts pour garder la ville aussi attrayante que possible pour les organisateurs de congrès (internationaux) et les congressistes.



- L'Open Vld plaide pour donner le droit de vote aux citoyens européens lors des élections régionales. Le nombre de citoyens européens qui se sont installés dans la capitale est passé de 144.700 en 2000 à 276.000 en 2018 : soit près du double. Les citoyens UE disposent du droit de vote lors des élections communales et européennes, mais pas pour les élections régionales. Même s'ils représentent 1/4 de la population. La possibilité d'exercer ses droits politiques aura également un impact positif sur l'intégration et la participation de ce groupe de la population à la vie en commun.



- Chaque écolier belge et européen devrait visiter sa capitale, Bruxelles, au moins une fois au cours de sa scolarité. Nous voulons continuer à travailler sur des « classes capitales ».

- Nous continuons à plaider, en concertation avec les universités

existantes et partenaires internationaux de l'enseignement, pour la création d'une université anglophone ou University of Brussels, qui proposerait des formations sur l'UE.

2.3. Bruxelles, plus grande ville du territoire linguistique néerlandais

Bruxelles n'est pas seulement notre capitale, il s'agit également de la plus grande ville du territoire linguistique néerlandophone. Les allophones côtoient comme nulle part ailleurs quotidiennement le néerlandais. Nous avons toujours défendu le respect de la législation linguistique. Et ce point reste important. Mais pour l'Open Vld la présence du néerlandais à Bruxelles dépend principalement de l'ouverture avec laquelle nous partageons notre langue avec les autres.

En tant que flamands de culture, nous restons très attachés au Néerlandais à Bruxelles et en Belgique. Les efforts durant plusieurs décennies du NCC (Nederlands Cultuur Commissie) et son successeur la VGC (la Commission communautaire flamande), ont développé à Bruxelles un réseau de centres communautaires, écoles, bibliothèques, quartiers et centres de jeunes néerlandophones qui subsistent encore. En ouvrant nos écoles néerlandophones et nos institutions socioculturelles, nous avons pleinement fait la promotion du néerlandais. Le développement de la Maison du Néerlandais y a également contribué. C'est pourquoi le néerlandais a aujourd'hui le statut de langue de la « mobilité sociale ascendante » à Bruxelles. Outre la plus-value manifeste quant aux possibilités sur le marché du travail, nous voulons également accroître l'importance du néerlandais en tant que langue culturelle. Le dernier baromètre linguistique de la VUB (2018) indique d'ailleurs clairement qu'aujourd'hui on utilise davantage le néerlandais à Bruxelles qu'il y a 15 ans.

17



Nos propositions :

- Nous voulons poursuivre au cours des prochaines années à Bruxelles la politique de promotion du néerlandais que nous avons menée au cours de cette dernière décennie via la VGC, la Communauté flamande, la Maison du Néerlandais, nos écoles et notre réseau socio-culturel. Nous souhaitons continuer à développer l'offre de la VGC en matière de formations, bien-être, jeunesse, culture, intégration. Nous voulons que les néerlandophones deviennent un partenaire fort à Bruxelles et en Belgique. Cela figure à l'agenda communautaire de l'Open Vld Bruxelles.
- La Maison du Néerlandais doit évoluer d'une institution en charge de la coordination de l'offre NT2 en une Maison ouverte à tous ceux ayant des questions sur le néerlandais. La Maison doit continuer à promouvoir le néerlandais auprès des groupes allophones, par exemple les étudiants de l'enseignement francophone.
- En conclusion, nous réitérons la proposition de l'Open Vld de rebaptiser la Commission communautaire flamande (VGC) en Commission communautaire néerlandophone, de sorte qu'avec le logo N nous arrivions à une appellation plus large, qui englobe les Flamands et les nouveaux néerlandophones et qui soit le symbole de notre politique communautaire décomplexée, ouverte, assertive et positive en Région bruxelloise.

qui travaille et entreprend à Bruxelles méritent un salaire en fonction de son travail et doit pouvoir avancer .

18 Bruxelles représente le moteur économique de notre vaste région métropolitaine (la Région de Bruxelles-Capitale, Flamande et la Province du Brabant flamand) et du pays. 17,6% de la richesse belge est produite à Bruxelles, 32,28% dans la Région bruxelloise métropolitaine. Ce n'est pas le gouvernement mais ce sont les entreprises et les entrepreneurs qui garantissent l'emploi. C'est pourquoi l'Open Vld bruxellois a toujours mis un point d'honneur à bien huiler le moteur économique, à encourager l'entreprenariat, à accueillir l'innovation et à renforcer le pouvoir d'achat des employés bruxellois et de leurs familles. Et nous c'est ce que nous souhaitons continuer à faire. Tout d'abord, nous pouvons compter maintenant sur un marché de l'emploi bruxellois dynamique. Mais Bruxelles doit également rester attractif pour les entreprises qui viennent s'y installer. Nous ne pouvons pas oublier que chaque emploi à Bruxelles entraîne de nombreux emplois dérivés pour des personnes hautement qualifiées et sans formation.

3.1. simplification administrative

- L'Open Vld souhaite une administration favorable aux entreprises offrant un service dans trois langues (néerlandais, français et anglais). Nous voulons également que l'administration parte du principe « pas de doublons » : il ne faut pas à chaque fois fournir de nouvelles informations à l'administration, dont elle disposera sûrement déjà (sans distinction du niveau : communal, régional, fédéral). Nous aspirons à un guichet unique par domaine administratif.

- L'Open Vld souhaite utiliser les procédures simplifiées pour réduire les obstacles existants pour les entrepreneurs. Aujourd'hui, les longs délais d'attente pour l'octroi d'un permis d'urbanisme représente l'un des principaux





obstacles pour les entrepreneurs. Voilà pourquoi nous souhaitons introduire une procédure simplifiée et surtout accélérée. Les communes disposent d'ailleurs aujourd'hui d'une série d'informations qui doivent chaque fois être reprises dans toutes sortes de demandes auprès de l'administration. Pour des petits travaux, le permis d'urbanisme devrait être supprimé. Nous plaçons pour une harmonisation des 19 réglementations communales en ce qui concerne les permis d'urbanisme, avec un rôle de superviseur pour la Région.

- L'Open Vld souhaite également digitaliser les informations. Toutes les communes doivent passer le pas de la digitalisation sur le plan régional. Nous serions ainsi en mesure de garantir une accessibilité rapide de toutes les informations urbanistiques et un suivi adéquat via la digitalisation des procédures. C'est essentiel pour la sécurité juridique des investissements.

3.2. start it up. It'll never stop

Bruxelles est la ville des start-ups: 1 nouvelle entreprise sur 3 y est créée. Les succès stories comme Greenbizz.brussels montrent que nous devons davantage stimuler les initiatives publiques et privées pour des espaces de co-working et pop ups à Bruxelles, taillés sur mesure pour les entrepreneurs : rapides et flexibles. En outre, nous voulons soutenir les incubateurs qui viennent en aide aux entreprises jeunes et innovantes dans leur phase de démarrage. Un soutien lors de l'extension de l'entreprise est également importante pour maintenir des entreprises ambitieuses à Bruxelles.



- Les communes infligent encore souvent une charge fiscale supplémentaire aux petits entrepreneurs. Cela complique les chances de départ et d'accroissement des entreprises mais c'est également très opaque. Via le Fonds régionale de compensation, nous souhaitons étendre l'exonération des taxes sur les ordinateurs à certains espaces de bureau. Il est essentiel d'harmoniser les taxes régionales sur les entreprises à travers les 19 communes. Nous souhaitons supprimer celles-ci dans les marges budgétaires pour les PME, et pour les grandes entreprises et les remplacer par des centimes additionnels sur la taxe au m² perçue par la Région.



- L'Open Vld Bruxelles souhaite poursuivre son travail sur le plan de l'harmonisation fiscale entre la Région et les communes. Le pacte fiscal fonctionne : la Région de Bruxelles-Capitale doit au cours de ces prochaines années faire un pas de plus en matière de transparence de la charge fiscale sur les entrepreneurs. Nous souhaitons faire disparaître les taxes « vexatoires » en collaboration avec les communes.

7. Greenbizz is een Brusselse incubator. Ze biedt in Laken 8000 m² ruimte en allerlei diensten aan start-ups en beginnende ondernemingen, die duurzame projecten willen uitbouwen.

8. Nudging: dit is een techniek om mensen op een subtiele maniere wijzen op gewenst gedrag. Klassiek voorbeeld is het plaatsen in een automaat of in een winkelrek van gezonde voeding op ooghoogte, terwijl meer ongezonde voeding bijvoorbeeld lager in de automaat wordt geplaatst.

- Nous introduisons un système de « nudging » dans les différentes administrations pour arriver à une meilleure perception des montants dus (amendes , etc).
- Les autorités et les institutions publiques ont une fonction exemplaire. C'est pourquoi, nous voulons veiller à ce qu'elles soient en mesure de payer leurs (petites) factures à temps aux fournisseurs via une optimisation du cash management.

3.3. innover pour une nouvelle économie urbaine

Nous souhaitons, en tant que parti, accueillir l'innovation économique. Le shopping online et l'économie collaborative ne représentent pas des menaces mais des défis urbains. Etant donné qu'aujourd'hui de plus en plus d'achat se font sur internet et sont livrés à la maison, c'est l'expérience de la ville plutôt que l'offre de marchandises qui est important pour les chaînes de magasins. Voilà pourquoi la propreté, la sécurité et l'accessibilité des chaînes de magasins sont aujourd'hui plus essentiels que jamais. Pour rendre l'économie bruxelloise « à l'épreuve du temps », nous voulons :

- Encourager les entreprises locales et les commerces à se diriger vers l'économie online et de livraison. Nous voulons les soutenir à tendre vers le glocal : les acteurs locaux peuvent également jouer sur l'économie online globale. Nous voulons qu'ils soient accompagnés afin de mieux s'organiser à ce niveau.

- Chaque jour , 45.000 colis sont distribués à Bruxelles, et ce nombre ne fait qu'augmenter. Nous voulons veiller à ce que le dernier kilomètre de la livraison de colis se fasse sans émissions. Nous voulons également stimuler cela fiscalement.

- Nous voulons faire des points d'attraction commerciale des points de retrait dans les quartiers. Nous voulons ainsi stimuler la relance du commerce de proximité.

- L'économie collaborative (repas à domicile, location de chambres, transport des personnes, etc.) appelle à juste de titre des questions sur le statut des collaborateurs et sur la concurrence légitime. La solution n'est pas d'empêcher ces nouvelles tendances économiques mais de les concilier avec un statut social solide. Au niveau urbain, nous souhaitons créer des cadres là où cela est possible et entamer le débat avec le niveau fédéral et européen. Ces nouvelles formes d'économie créent non seulement des emplois, elles représentent bien souvent des tremplins vers d'autres emplois. Elles représentent également un potentiel énorme qu'on ne doit pas laisser passer.

- L'échelle de la ville et la manière dont les entreprises innovatrices y trouvent leur place offre beaucoup d'opportunités pour l'économie circulaire à Bruxelles. Nous voulons en faire ici un réel atout économique pour notre Régi-



on. Nous sommes d'ailleurs convaincus que ce secteur en plein développement créera de nouveaux emplois et de nouvelles richesses. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons davantage investir sur deux piliers de l'économie circulaire: le projet écologique et l'approvisionnement durable. Par le biais d'incitants et d'un encadrement adéquat, nous permettons aux entreprises qui s'orientent vers la récupération et la réutilisation des matières premières l'opportunité de se développer. Nous discutons également avec les communes pour investir autant que possible sur le projet écologique lors des nouveaux aménagements urbains.



3.4. bruxelles, ville intelligente au profit de la qualité de vie

Nous voulons continuer à investir dans une ville « intelligente » où la technologie aide à améliorer la qualité de vie et le service aux citoyens. Si nous voulons que Bruxelles devienne une ville internationale qui donne le ton, il y a encore du pain sur la planche.

- Bruxelles doit disposer d'une norme appropriée pour la 5G. Les possibilités de la 5G ne sont pas uniquement d'ordre d'internet mobile rapide mais également de l'ordre du soutien aux différents secteurs clés de l'avenir tels que la mobilité (transport autonome), l'industrie, les médias, l'e-santé et l'énergie.

- Nous voulons systématiquement évaluer notre législation pour écarter à temps les obstacles qui freinent cette innovation.

- Il doit y avoir une coordination centrale qui permet aux administrations de collaborer pour permettre de basculer vers une smart city. Nous voulons des objectifs clairs et un contrôle du développement de la région comme smart city qui communique en toute transparence avec les citoyens.

- Nous devons en finir avec la compétition entre les villes, communes et région en ce qui concerne le développement de smart city et nous plaidons en faveur de davantage de collaboration. Il doit y avoir un meilleur suivi des nouvelles applications lancées. Bien trop souvent, les mises à jour ne suivent pas.

- Nous voulons continuer à investir pour une bonne gestion des données, le partage des données et l'ouverture des données ouvertes. Des développeurs privés (entreprises, initiatives citoyennes, etc) doivent pouvoir développer des applications pouvant apporter des solutions aux problèmes urbains. Nous veillons également au respect de la vie privée de chacun.

- Nous continuer à demander de l'attention pour l'inclusion numérique et la culture numérique.

- Bruxelles doit examiner stratégiquement ce que représentent les nouvelles tendances telles que la réalité virtuelle, l'intelligence artificielle, le



transport autonome (véhicules autonomes) et comme préparer cela au mieux au niveau de la formation et de l'impact sur l'organisation urbaine.

3.5. job yourself: développer l'entrepreneuriat

Avec quelque 107.000 indépendants, Bruxelles est une ville qui entreprend. Nous voulons soutenir au mieux l'entrepreneuriat (débutant), auprès de toutes les couches de la population bruxelloise. Avec la nouvelle immigration, de nombreux nouveaux Bruxellois qui désirent travailler et entreprendre se sont ajoutés. Nous devons veiller à ce qu'ils puissent avoir rapidement accès au marché du travail. Les personnes ne doivent pas se sentir obligées de rester pendant des années inactives au milieu de procédures. Plus que jamais, entreprendre, entre autres dans la nouvelle économie et dans l'économie collaborative, est le chemin pour sortir du chômage.

- Nous voulons simplifier l'activation des indemnités lors du démarrage d'une entreprise indépendante. Les Maisons d'emplois locales, les Guichets locaux d'économie et les services d'insertion socio-professionnelle (ISP) des CPAS doivent accompagner activement les chômeurs et les informer sur les possibilités du statut « Tremplin vers l'autonomie ». Nous devons en même temps renforcer et assouplir les conditions fiscales et légales. La période de démarrage doit être considérée comme une démarche active de trouver un emploi et doit être combinable avec des indemnités.

- Le statut d'étudiant entrepreneur peut être amélioré en fournissant une meilleure information sur les conséquences fiscales et les implications du statut social de l'étudiant. Nous devons baisser la limite d'âge à 16 ans. Il n'est jamais trop tôt pour encourager la culture entrepreneuriale.

- Nous proposons de créer des places spécifiques dans les crèches pour les entrepreneurs débutants.

- Nous souhaitons également, tout au long du parcours d'accompagnement des jeunes entrepreneurs- le développement, le financement, davantage d'attention pour les besoins spécifiques des femmes entrepreneuses et stimuler la promotion de l'entrepreneuriat chez les femmes. Les services régionaux et communaux (service PSI, maison d'emploi, guichet local d'économie, Actiris, 1819, hub.brussels, finances.brussels, citydev,...) ont une mission supplémentaire.

- Nous voulons simplifier l'accès à l'exercice des professions, à l'instar de ce qui existe déjà en Flandre. La réglementation bruxelloise sur l'accès à la profession et la connaissance de base de la gestion d'entreprise représentent bien souvent un obstacle important. En ce qui concerne la connaissance de base de la gestion d'entreprise, le contenu doit correspondre aux besoins réels pour la gestion des micro-entreprise. Nous avons également besoin d'examens en anglais, dans une ville diverse et internationale comme Bruxelles. Pour les connaissances professionnelles spécifiques, nous avons besoin d'une modernisation des exigen-



ces actuelles. La Flandre les a déjà supprimées dans plusieurs cas. Une réglementation identique dans toute la Région métropolitaine bruxelloise est nécessaire pour créer un niveau économique sur le terrain de jeu .

3.6. une culture d'entreprendre dans le monde de la culture



Nous voulons continuer à accueillir l'entrepreneuriat culturel. La culture et le divertissement sont devenus en Europe occidentale des activités économiques vitales. Ce que nous faisons lorsque nous ne travaillons pas génère énormément de travail. Les villes sont des endroits par excellence où cela a lieu : raison pour laquelle il faut permettre aux activités culturelles de la ville de s'accroître.

- L'infrastructure culturelle constitue, dans une ville comme Bruxelles, également une infrastructure économique (voire également culturelle). Nous voulons que le gouvernement fédéral s'occupe de la restauration, de l'accessibilité et de l'entretien des institutions culturelles fédérales à Bruxelles : la Tour japonaise, le Pavillon chinois, le Parc de Laeken et les Serres, le Musée Royal d'art et d'histoire, le Musée Royal de l'armée, le Musée des Beaux-Arts, Des milliers d'emplois dérivés en dépendent dans le secteur hôtelier, de l'horeca et du tourisme (voir ci-après).
- La Région de Bruxelles-Capitale doit poursuivre le développement de l'offre ; MiMa, KANAL et le Beer Experience dans le bâtiment de la Bourse sont par exemple des leviers pour accroître l'attraction de Bruxelles et soutenir l'économie touristique.

23



3.7. maintenir une combinaison entre travail et ménage; stimuler l'économie de services

- les possibilités de l'économie de services continuent d'augmenter ; aide à domicile, nettoyage, chercher les enfants à l'école, cuisiner, repasser,.... Il y a une forte demande. Par le biais des titres-services nous créons non seulement des emplois pour les Bruxellois mais nous régularisons également des emplois et nous offrons une qualité de vie perceptible dans la ville pour les revenus moyens. Nous souhaitons maintenir le prix des titres-services mais étendre le champ d'application où ils sont nécessaires et utiles.

3.8. renforcer les pouvoir d'achat des bruxellois

L'Open Vld souhaite que les personnes qui travaillent, puissent en conserver plus en net. Nous ne faisons pas de folles promesses. Nous souhaitons poursuivre la politique menée et la renforcer là où cela est possible. Au cours de ces dernières années, nous nous sommes investis pour renforcer le pouvoir d'achat des Bruxellois. Nous le soulignons volontiers : l'Open Vld a fortement diminué les impôts pour celles et ceux qui travaillent et habitent à Bruxelles.

Le taxshift fédéral a permis d'augmenter sensiblement le revenu net des travailleurs belges. La réforme fiscale bruxelloise a permis, grâce à la suppression de la taxe régionale forfaitaire et à la diminution des centimes additionnels de l'impôt sur les personnes physiques (via la suppression du pourcentage additionnel et de la diminution des centimes additionnels communaux), à fortement réduire les impôts pour celles et ceux qui travaillent et vivent à Bruxelles. Le revenu du Bruxellois a ainsi augmenté de 4,8% en 2016 (contre 2,9% en Flandre et 3,5% en Wallonie). Dans cette même dynamique, de nombreuses communes ont, au cours de ces dernières années, diminué leur centime additionnel de l'impôt des personnes physiques. Il s'agit d'une réduction urbaine pour nos citoyens sur laquelle nous avons veillé en tant que Région ; Bruxelles compte aujourd'hui l'impôt des personnes physiques le plus bas du pays !

En parallèle, nous avons également octroyé une réduction de 120 euros aux propriétaires/occupants sur leur précompte immobilier : la prime be-home.

Nos propositions :

- notre intention est d'utiliser au cours des prochaines années de nouvelles marges budgétaires pour réduire la charge fiscale pour les personnes qui vivent et travaillent à Bruxelles. Nous voulons récompenser le choix de la ville en diminuant davantage les centimes additionnels régionaux et en augmentant la prime « be-home » pour les occupants/propriétaires (voir également le chapitre logement).

- Nous examinons une diminution des droits de succession pour éviter que des Bruxellois ne déménagent en Flandre et pour que leurs héritiers puissent bénéficier de droits de succession plus faibles.

- Notre réforme fiscale a veillé non seulement à un plus grand pouvoir d'achat pour les familles mais elle a également tenu compte du groupe important de personnes isolées que compte notre Région. Nous souhaitons poursuivre cet exercice au cours des prochaines années. Les taxes doivent être proportionnelles et non-discriminatoires. Cela vaut aussi bien pour la Région que pour les communes.

- Nous ne promettons pas la lune, mais bien davantage de pouvoir d'achat. Nous sommes en mesure de le faire car au cours de ces vingt dernières années, le budget bruxellois a été bien surveillé, la gestion est bien gérée et contrôlée et parce que nous avons intelligemment financé notre Région bruxelloise.





- Mais nous en voulons plus. Nous l’annonçons déjà depuis vingt ans mais aujourd’hui, cela est plus pertinent que jamais : habiter en ville est un choix écologique ! Habiter dans la ville c’est habiter écologiquement. On pollue moins, on partage l’infrastructure avec d’autres personnes. Dans une société où nous souhaitons récompenser les choix écologiques fiscalement, nous souhaitons plus que jamais récompenser fiscalement le fait d’habiter et travailler en ville par le biais d’une réduction urbaine.

Nous l’avons déjà fait de différentes manières à Bruxelles via notre réforme fiscale.

L’heure est aujourd’hui venue pour une réduction urbaine fédérale pour l’ensemble des villes belges !

Il est possible de s'épanouir pleinement à bruxelles et faire ses propres choix

Bruxelles est bien plus qu'un lieu d'implantation pour entreprises et administrations. L'attrait comme lieu (de résidence) dépend en grande partie de la manière dont les Bruxellois et non-Bruxellois ont accès à l'offre culturelle et sportive. Avec une telle richesse d'activités et organisations sur une petite superficie, Bruxelles offre l'opportunité à chaque individu de s'épanouir pleinement et est en même temps un piédestal immense. La grande diversité de la ville permet une densité culturelle unique au monde. En outre, la culture procure à la ville un soft power ; elle crée un attrait et une sympathie, tant auprès des citoyens que des institutions.

26

La culture et la créativité renforcent les gens mais également les villes, car la culture a un effet démultiplicateur . Chaque euro allant à la culture, équivaut à entre un euro cinquante et trois euros pour l'achat de tickets culturels ou autres sponsoring, subsides, emplois directs et dépenses pour le fonctionnement ou l'organisation. Screen.Brussels que nous avons fondé en 2016 est ici un bel exemple. Trois millions de subsides ont été versés vers cette association, ceux-ci ont entre-temps fourni déjà quelque 25 millions en retour. Investir dans la culture est et reste économiquement important. C'est pourquoi nous avons veillé entre autres à un ancrage continu à Bruxelles de l'un des diffuseurs culturels principaux, en offrant la possibilité à la VRT de nouvelles possibilités de croissance sur le site de Reyers. L'influence positive de ce nouveau hub bruxellois des médias, porté par la VUB, le secteur des médias et le gouvernement, renforce la position bruxelloise en tant que ville importante de médias dans notre pays et veille à une intégration des médias, de la culture et de l'entreprenariat dans la capitale.

4.1. bruxelles, ville de culture au carré

- Nous continuons à investir dans le rôle international de Bruxelles comme laboratoire artistique contemporain qui donne le ton et ville d'art comptant une riche tradition culturelle. Nous créons un cadre fiscal vaste dans lequel la culture peut s'épanouir et prospérer. Nous créons aussi un espace physique pour l'expérimentation en permettant plus facilement d'utiliser les biens momentanés-

ment inoccupés pour des projets artistico-crétifs.

- Nous attirons davantage l'attention sur les musées MIMA et Kanal en les intégrant pleinement dans notre politique de citymarketing.

- Nous voulons continuer à soutenir la scène artistique bruxelloise. Notre Région compte des artistes, des institutions et des ensembles de niveau international. Nous pensons ici à nos danseurs, aux artistes de théâtre et aux artistes oeuvrant dans les arts visuels. Nous voulons créer les conditions dans lesquelles ils peuvent exceller et Bruxelles est, et reste, pour eux un podium national et international. Nous voulons organiser des événements et des campagnes de promotion concrètes de « Culture.brussels » pour toutes sortes d'artistes, sans distinction d'appartenance linguistique, dans les pays limitrophes.

- Nous apportons de la structure et de l'unité dans les règlements de subsides des différentes autorités. Nous développons le fonctionnement du guichet culture. Outre les subsides délivrés sur base des commissions professionnelles d'avis, nous souhaitons également introduire un système de wild card. D'un point de vue administratif, nous voulons rendre plus accessible les subsides pour les artistes. Nous créons ainsi la possibilité pour les artistes débutants de percer dans l'ordre existant.

- Nous voulons étendre le guichet culture pour soutenir davantage l'aspect entrepreneurial pour les artistes.

- Bruxelles jouant un rôle d'intermédiaire important entre la culture néerlandophone et francophone, nous souhaitons prévoir davantage de moyens pour les traductions d'œuvre de fiction et de non-fiction. Nous souhaitons permettre ainsi aux artistes d'atteindre davantage de personnes au-delà de la frontière linguistique.

- En 2030 la Belgique fêtera ses 200 ans d'existence. La Belgique est en mesure de devenir une capitale culturelle. L'Open Vld propose que la Région de Bruxelles-Capitale soit désignée, avec une ville flamande et wallonne, capitale culturelle de l'Europe 2030.

- La Région de Bruxelles-Capitale mène une politique active pour attirer tant que possible les instituts culturels étrangers à Bruxelles et les aide efficacement à trouver leur chemin auprès de la population bruxelloise.

- Nous continuons d'insister sur les moyens budgétaires nécessaires et une autonomie de gestion pour les organismes scientifiques et musées fédéraux. Ceux-ci doivent à nouveau devenir des cartes de visite de la ville et du pays. Nous allons discuter avec le fédéral pour une co-gestion active de la Région et des communautés/commissions communautaires. Nous voulons faire des rénovations du Musée Royale d'Art et d'Histoire et du Conservatoire de Bruxelles une priorité tout comme de la rénovation et réouverture du Musée d'Extrême Orient. Nous souhaitons faire de ce dernier un porte-drapeau pour des projets autour de la collaboration culturelle avec l'Asie (voir ci-après).

- Nous veillons à davantage de collaborations entre les communa-



tés. Ce mouvement a déjà été entamé par le ministre Gatz mais mérite d'être poursuivi. Le pass musées en est un exemple concret, mais nous allons également rechercher activement une communication culturelle coordonnée et internationale.



- Nous misons également sur Bruxelles comme ultime pôle culturel décentralisé. En dehors du pentagone, nous veillons au développement et à l'ouverture de magnifiques expressions culturelles, musées et des must sees artistiques qui n'ont pas été mis en valeur jusqu'à ce jour, tant auprès des citoyens de Bruxelles qu'auprès des touristes belges et étrangers. Nous pensons ici au Village du chocolat, à la Basilique de Koekelberg, au Parc d'Osseghem et Duden, à Flagey (le plus grand bâtiment art-déco au monde), au Magnifique musée d'Ixelles, à la Maison Autrique, au Wiels, à la Maison Horta, au Mima, au Musée Magritte, à la bibliothèque Wittrockiana. Le développement d'attractions plus décentralisées doit rendre notre ville plus attractive pour des touristes de niche, pour des touristes qui visitent pour la seconde fois Bruxelles ou pour ses propres habitants. Nous voulons, à cet effet, développer un transport touristique à basses émissions (hop on hop off).

- L'Open Vld souhaite se pencher sur une politique muséale pour Bruxelles portée par plusieurs autorités au moyen d'un accord de coopération entre les différentes autorités. Le manque de soutien financier et structurel rend les musées à Bruxelles vulnérables. C'est pourquoi nous proposons un renforcement de la collaboration en vue d'arriver à une politique muséale coordonnée. Nous souhaitons harmoniser la réglementation et les labels de qualité et mettre en commun l'argent public pour un soutien structurel des fonctionnements éducatifs (N,F et E) de certains musées bruxellois au rayonnement international. En vue d'un financement plus important de cette collaboration, nous souhaitons un élargissement de la réglementation du tax shelter pour le secteur du patrimoine et la possibilité d'investissements via Beliris.



- Au niveau de l'infrastructure, nous souhaitons introduire au cours de la prochaine législature :

- Une nouvelle infrastructure pour le Kaaitheater intégrée au site KANAL
- Dans l'espace vert de Tour&Taxis et le parc régional L28 dans les alentours, du canal à la station de métro Belgica, nous souhaitons créer un parc de sculptures de niveau international avec les oeuvres d'artistes belges et internationaux.
- Au sujet de Maelbeek : nous souhaitons en faire un site intégré pour des projets ayant trait à l'enseignement, la culture, la vie du quartier et en communauté et l'enseignement artistique à horaire réduit.

- Nous stimulons l'éducation culturelle chez les jeunes et les enfants via l'enseignement, l'Ecole élargie, les activités parascolaires et en leur donnant une place dans des projets urbains plus vastes tel que Kanal.

- Nous souhaitons continuer à développer des plaques tournantes communautaires néerlandophones où l'on recherche une combinaison infrastructurelle et de contenu entre écoles, centres communautaires, académies d'art, bibliothèques, CAW (Centrum Algemeen Welzijnswerk) afin d'aider à résoudre les problèmes et questions liés au bien-être et/ou aux crèches lorsque l'opportunité



se présente.



- Nous créons un nouvel élan pour les centres communautaires en mettant sur pied une gestion du personnel et un équipement de qualité. Nous lançons un plan de rénovation pour les centres communautaires. Concrètement, nous souhaitons davantage d'activités en dehors des murs, (Bar Eliza, SuperVlieg/ SuperMouche, Plazey, etc) et de permettre aux centres communautaires de s'axer davantage sur les héros locaux dans les communes. Nous veillons à ce que les centres communautaires maintiennent l'équilibre entre travail social et culturel et que les équipes professionnelles offrent le soutien adéquat aux bénévoles locaux, aux écoles et associations. Les centres communautaires sont, à nos yeux, des lieux de travail socio-culturel bottom-up.

- Nous réalisons les recommandations du Cabinet Citoyen Culture en introduisant un budget citoyen pour la culture auprès du plus grand nombre dans les maisons bruxelloises de la culture. Des exemples comme Zinnema, Bronks, Brussels Philharmonic et Jeugd et Muziek Brussel ont déjà démontré que ce genre d'initiatives peut mener à de beaux résultats.

- Nous continuons à stimuler le dialecte bruxellois comme patrimoine. Be.Brusselair, le Brussels Volkstejoeter, le Théâtre de Toone et les Chambres de rhétoriques encore existantes sont parvenus à se faire une place dans le paysage culturel bruxellois et nous souhaitons continuer à les soutenir.

- Au cours de cette législature, le réseau des bibliothèques néerlandophones à Bruxelles a été complété. Chaque commune bruxelloise dispose aujourd'hui d'une bibliothèque néerlandophone subsidiée et reconnue par la Flandre. Ces bibliothèques ne disposent pas toujours de l'infrastructure nécessaire pour se développer. C'est pourquoi, nous souhaitons au cours de la prochaine législature discuter avec les pouvoirs organisateurs- les communes bruxelloises- pour examiner, au cas par cas, comment permettre aux bibliothèques néerlandophones de se développer en les soutenant et en répondant à leurs besoins d'infrastructure.



- Ik lees- Je lis : Les Bruxellois sont des omnivores culturels. C'est pourquoi, à l'instar du pass musées, nous souhaitons mettre sur pied un bibpass pour les bibliothèques bruxelloises au-delà des frontières linguistiques. Avec un bibpass, les Bruxellois pourraient se rendre tant dans des bibliothèques francophones que néerlandophones de la Région.

- Muntpunt a démarré en 2013 dans sa nouvelle implantation. Au cours de cette législature, il est passé d'une bibliothèque de la capitale à une bibliothèque moderne d'expérience. Et même plus qu'une bibliothèque. Au cours de la prochaine législature, nous voulons que Muntpunt continue à croître et devienne un phénomène extra muros. Nous voulons qu'il devienne le lien entre la Flandre et Bruxelles entre autres en développant une politique de soutien pour les organisations bruxelloises de guides et une politique autour des visites scolaires. Muntpunt s'ajoutera comme porte-voix du réseau bruxellois d'organisations socio-culturelles, tant pour les Bruxellois allophones que pour les Flamands en Région flamande. C'est pourquoi nous voulons que Muntpunt dispose d'un financement correct et efficace pour développer ses missions autour de la communica-

tion et de l'accueil.

4.2. bruxelles capitale des médias

- Nous voulons que Bruxelles prenne l'initiative au niveau de l'économie créative en investissant dans des carrefours entre films, animations, créations digitales, industries des jeux et télévision. Le développement d'un pôle des médias à Reyers nous est utile. Les entreprises de médias étrangères ont des vues sur Bruxelles comme hub européen.

- Nous souhaitons continuer à faciliter l'organisation de films et autres productions en Région bruxelloise en promouvant activement Bruxelles comme lieu de tournage. Nous soutenons screen.brussels pour continuer à nous développer (voir chapitre économie). Dans la même lignée, nous nous impliquons pour la promotion de Bruxelles comme lieu de tournage pour des séries télévisées et show tv, aussi bien auprès des chaînes publiques que commerciales.

- Bruzz a parcouru du chemin au cours de cette législature. De trois asbl distinctes à un diffuseur de média bruxellois intégré selon le principe du « digital first ». De nombreux médias locaux et nationaux en rêvent mais sont encore loin d'y arriver. Nous voulons que BRUZZ continue à évoluer dans cette direction au cours de la prochaine législature en étendant la collaboration avec les partenaires existants tel que la VRT, Metro, Ring TV, Muntpunt et avec de nouveaux partenaires (francophones). En outre, l'expertise de BRUZZ peut davantage être mise en lumière auprès des autres médias. L'interaction entre Ring TV et Bruzz offre, selon nous, encore des possibilités d'amélioration. Nous souhaitons également mieux diffuser le Magazine dans la périphérie. Grâce à une politique linguistique bien ciblée, Bruzz doit également percer dans les autres communautés linguistiques. Enfin, nous plaçons pour que la vaste communauté de collaborateurs et journalistes, administrateurs et publics de Bruzz soient plus diversifiés et représentatifs de Bruxelles.



4.3. mens sana in corpore sano

Avec la moyenne d'âge la plus jeune du pays, il est clair que le besoin d'une infrastructure sportive de qualité à Bruxelles se fait sentir. Mais le sport n'a pas d'âge. Indépendamment des aspects médicaux liés à la pratique des sports au quotidien, le sport contribue à l'épanouissement. C'est pourquoi, l'Open Vld a toujours misé sur une double politique: investir d'une part dans l'aménagement de nouvelle infrastructure sportive et la rénovation des infrastructures existantes et d'autre part créer la possibilité d'attirer des compétitions sportives internationales.

Nos propositions :

- Nous voulons continuer à stimuler les communes et à donner des incitants financiers pour qu'elles rénovent leurs infrastructures sportives. La Région recherche activement, avec les communes, des possibilités pour ouvrir davantage ces infrastructures. C'est pourquoi, nous voulons arriver à une offre sportive plus diversifiée à Bruxelles. Des sports comme le cricket par exemple doivent être proposés. Nous voulons également examiner comment mettre temporairement à disposition des bâtiments industriels vides pour servir comme skateparc, avec l'attention nécessaire pour les frais d'exploitation.

- Nous sommes pour la création d'un stade national répondant à toutes les normes actuelles afin de pouvoir accueillir des compétitions sportives internationales, nous prévoyons également l'infrastructure nécessaire pour d'autres sports.

- En collaboration avec Bruxelles environnement, nous continuons à équiper les parcs bruxellois de pistes de course avec un revêtement du sol souple, avec l'éclairage nécessaire et les sanitaires adéquats. En parallèle, nous investissons dans les appareils sportifs pour personnes âgées. En outre, notre volonté est de veiller à des jeux de qualité pour l'ensemble des espaces verts bruxellois, qu'ils soient également accessibles aux personnes souffrant d'un handicap.

- Avec les communautés, nous cherchons des financements pour permettre au plus grand nombre de jeunes de pratiquer activement un sport ; nous recherchons les moyens de faciliter l'accessibilité des clubs de sport sur le plan pratique et financier. Nous sommes attentifs à la fonction sociale des clubs sportifs bruxellois et stimulons les clubs (semi) professionnels à s'investir également dans des projets sociaux autour du sport, qui travaillent activement à l'intégration, à la dynamique du quartier et aux formations.

- Nous recherchons également des liens transversaux entre le sport, la culture et le patrimoine pour conserver et prendre davantage en compte les terrains sportifs bruxellois de qualité, tant les mobiliers que l'immobilier.

- Nous soutenons la construction d'un grand hall de basket qui servira de base au club local de haut niveau et qui sera adéquat pour les compétitions internationales.

- Nous souhaitons également utiliser au maximum la plus-value économique des événements sportifs bruxellois en intégrant le sport dans le city



marketing bruxellois mais également en veillant à continuer à entrer en considération pour les compétitions internationales de grande envergure. Vu les développements dans le monde sportif internationale, où de grandes compétitions (cfr Championnats européens) sont regroupés à travers plusieurs branches sportives (cyclisme, natation, athlétisme, gymnastique, etc) dans une même « host city », Bruxelles ne peut pas rater le coche et doit pouvoir disposer d'infrastructures sportives adéquates pour des compétitions internationales. Nous voulons lancer une réflexion pour accueillir à l'avenir de telles compétitions et ce dans un cadre métropolitain.



- Il est essentiel de rompre avec le sous-investissement et la négligence systématique de l'infrastructure sportive à Bruxelles.
- Nous travaillons à l'ouverture de l'infrastructure disponible dans les écoles pour des associations sportives locales dans le cadre de l'école élargie.
- Nous continuons de travailler à un programme de rénovation des piscines bruxelloises et nous travaillons à une politique régionale des piscines . Nous soutenons les écoles dans leur demande de cours de natation qui figurent au programme mais de nombreuses écoles ne parviennent pas à organiser systématiquement des cours de natation à cause de la grande demande et de l'état déplorable des piscines bruxelloises. Nous examinons la possibilité d'offrir des incitants pour la construction d'une, voire deux, piscines à Bruxelles dont l'une disposerait des dimensions olympiques.
- Le Gouvernement flamand avait promis dans son accord de gouvernement une enquête concernant l'infrastructure supplémentaire de Sport Vlaanderen (ancien BLOSO) en Région bruxelloise. Cette étude a été réalisée en collaboration avec Perspective Brussels et la VGC. Lors de la confection des lettres d'orientation 2018-2019 (septembre 2018), il n'y avait pas encore de fumée blanche. Nous demandons au prochain Gouvernement flamand de donner suite à cette étude et d'investir dans un centre sportif bruxellois de Sport Vlaanderen.
- Nous prévoyons l'infrastructure sportive nécessaire dans la nouvelle partie de la ville à Tour&Taxis. Un quartier d'habitation dense doit pouvoir disposer de l'infrastructure sportive nécessaire pour ses jeunes. C'est pourquoi, nous voulons investir à Tour&Taxis mais également ailleurs dans l'infrastructure sportive de quartier (terrains de foot, terrains de basket, etc.) pour laquelle nous voyons un rôle important chez les acteurs sur le plan de l'entretien et de l'encadrement. (cfr. Cruiff Crouts).
- Nous examinons à court terme la possibilité de permettre à Bruxelles d'être ville-hôte pour la Formule E. Avec la présence de plusieurs centres d'expertise et de connaissance publics et privés au niveau de la mobilité durable à Bruxelles et en Belgique, la Région de Bruxelles-Capitale peut jouer un rôle de pionnier international via l'organisation d'une compétition annuelle de Formule E. Il convient de veiller à ce que cela ne gêne pas la qualité de vie des citoyens.

à bruxelles on peut compter sur des soins quand ils sont nécessaires



Nous pouvons être, à juste titre, fiers de nos soins de santé. L'Open Vld bruxellois prend ce sujet très à cœur. C'est pourquoi nous avons beaucoup investi dans des soins de santé, et soins au sens large, adaptés aux Bruxellois. Par « grands défis urbains », nous pensons souvent en premier lieu au logement, à l'emploi, la mobilité et la sécurité. Mais les défis au niveau de la protection sociale et des soins de santé sont également nombreux. Nous devons trouver un équilibre entre :

- Des investissements importants dans une offre sociale généreuse et efficace qui réponde aux besoins d'une grande ville comptant beaucoup d'inégalités et de pauvreté.
- Une offre de soin attrayante et qui le reste pour les revenus moyens tout au long de leur vie afin de rester habiter en ville.

La Belgique dispose d'une bonne couverture sociale et universelle. Pourtant, c'est dans les villes, et Bruxelles en particulier, que nous retrouvons les groupes les plus vulnérables qui tombent totalement ou partiellement en dehors de cette protection. Les personnes qui ne sont pas assurées, les personnes pour lesquelles le seuil d'accessibilité aux soins les plus bas est encore trop haut ou les personnes qui rencontrent des obstacles culturels et sociaux sur leur chemin. Avec 1,2 million d'habitants, la Région bruxelloise compte davantage d'allocataires sociaux (54.731 en 2018) que la Flandre qui compte quelque 6 millions d'habitants (41.343 allocataires sociaux). La sixième réforme de l'État a donné davantage de compétences à la Région bruxelloise pour tenir compte de cette réalité urbaine. À Bruxelles, il faut pouvoir continuer à compter sur de l'aide si celle-ci est nécessaire. Nous souhaitons poursuivre notre politique avec notre approche libérale et urbaine.

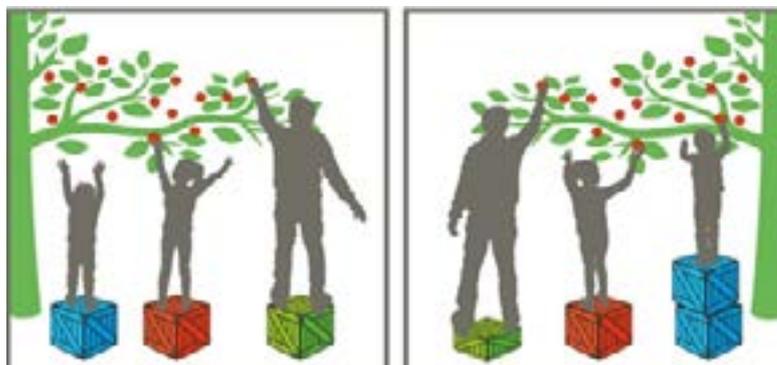
C'est pourquoi :

- Nous voulons investir dans la collaboration entre les différents niveaux de pouvoir pour les soins de santé. Les différentes autorités doivent s'engager à ce que le service aux citoyens dans les soins bruxellois, et le secteur du bien-être, se déroule facilement (front office). Les différences entre ces autorités au niveau de la réglementation ne doivent pas être au détriment du citoyen mais doivent être résolues entre les autorités et le cas échéant être réglées (back office). L'objectif principal est de pouvoir continuer à garantir une politique de santé, de

soins et de bien-être optimale aux Bruxellois. Les réglementations concurrentielles et divergentes doivent donc être mises de côté. Nous souhaitons également évoluer sur ce plan vers un guichet unique où les citoyens peuvent venir s'informer sur les différents services de soin.

- Les personnes isolées ont tendance à s'installer dans les villes : 45% des ménages bruxellois sont constitué d'une seule personne. Il s'agit d'un groupe très varié : des veufs, des célibataires endurcis, des divorcés, des étudiants,... Ce groupe de personne est seul pour assumer les charges familiales (taxes, etc), la famille monoparentale représente d'ailleurs 12% des ménages bruxellois. Notre politique doit tenir compte de cette réalité urbaine. C'est pourquoi nous voulons introduire un « screening single », avec lequel pour chaque mesure de politique régionale, mais également communale, on examinera l'impact de celle-ci sur les personnes isolées. En tant que libéraux, nous sommes le premier parti à pointer du doigt cette problématique spécifique et sur laquelle nous travaillons ; par exemple avec notre réforme fiscale mise en place ces dernières années. Nous voulons également continuer à nous investir pour trouver des solutions systématiques à des problèmes auxquels un grand groupe de personnes est confronté.

- Nous plaçons au sujet de la protection sociale, des allocations familiales et des soins de santé, pour l'additionnel régional bruxellois et, au niveau local, pour un universalisme proportionnel. Cela signifie que tout le monde doit avoir un accès égal à toutes les aides pour améliorer sa vie urbaine. Le service varie en échelle et en intensité pour combler les inégalités (voir image ci-dessous).



Bron: <https://www.expoo.be/congresthema-proportioneel-universalism>

5.1. une culture préventive sur tous les plans



- Être occupé professionnellement et socialement constitue la meilleure protection contre la pauvreté. C'est pourquoi, nous investissons dans une politique d'activation. Pour ceux qui ne trouvent plus leur chemin sur le marché de l'emploi, il est important de continuer d'être actif.



- Nous voulons offrir des possibilités dès le plus jeune âge, c'est pourquoi, nous souhaitons l'abaissement de l'obligation scolaire à trois ans afin de lutter contre la pauvreté infantile et contre l'absentéisme scolaire. Il ressort d'une enquête que les groupes les plus vulnérables envoient plus tardivement leurs enfants à l'école.

- Nous souhaitons une meilleure prévention grâce aux soins de première ligne. C'est avant tout important pour les groupes les plus vulnérables, mais pas uniquement. Notre objectif est d'investir dans une politique de prévention plus large, où par exemple une attention plus importante est portée aux aidants proches. Les pharmaciens bruxellois peuvent jouer ici un rôle important, à l'instar du projet pilote bruxellois pour le dépistage du cancer colorectal pour lequel les pharmacies distribuent des kits de test gratuitement. Une visite chez un pharmacien est accessible à tous, raison pour laquelle ceux-ci peuvent être des partenaires idéaux pour sensibiliser la population. Les centres locaux de service peuvent également intervenir lors de réunions locales d'information et d'expertise autour des soins de premières lignes et des réseaux de soins à domicile.

5.2. la politique du CPAS revisitée

Un outil pour une politique sociale forte est le CPAS. Celui-ci est l'endroit où l'on se rend lorsque l'on ne trouve de solutions nulle part ailleurs. C'est un maillon important. Les personnes qui viennent frapper à la porte des CPAS pour un problème par exemple de factures impayées, doivent généralement faire face à d'autres problèmes : dettes, pauvreté infantile, problèmes de soin de santé, des factures scolaires impayées, des visites postposées à l'hôpital ou chez le docteur, habitation insalubre, tensions familiales... Les CPAS ont développé au cours de ces dernières années une expertise sur plusieurs domaines et se sont vu assigner davantage de missions. Bon nombre de ces problèmes dépassent pourtant les limites des communes et requièrent une approche coordonnée.

- Nous voulons en premier lieu un ancrage locale fort du CPAS et maintenir l'appréciation individuel des demandes sociales. Des décisions doivent être prises à mesure de la personne ou famille. La proximité et l'accessibilité sont des plus-values essentielles des CPAS. Cette approche individuelle, sur mesure, est la meilleure garantie pour l'activation, professionnelle et sociale.
- Nous voulons une plus grande collaboration entre les 19 CPAS : un dossier e-CPAS qui suit l'accompagnement à travers la Région où le dossier social est transmis afin que les dossiers ISP (dossiers insertion socio- professionnelle) et donc également les opportunités de formation et contrats d'emploi ART 60 soient transmis plus rapidement,...
- Une expertise centrale peut être développée au niveau de la médiation de dette, du logement(l'octroi de garanties locatives et une collaboration avec le Fonds du logement en particulier), l'énergie et l'économie d'énergie, la prévention santé et information, la pauvreté infantile, l'accompagnement d'étude, l'intégration, la politique des sans-abris,...
- Nous voulons également mettre sur pied depuis la Région des projets d'essai concernant les groupes-cibles qui tombent en dehors des cadres classiques de référence qui utilisent le CPAS et la sécurité sociale, tels que les Romes et les Rhoms syriens, pour leur proposer de l'aide,
- Nous voulons que chaque CPAS bruxellois installe un point de contact pour tout ce qui a trait à l'école (problèmes concernant les factures scolaires, les garderies, etc).



5.3. les soins de première ligne

Il vaut mieux prévenir que guérir. C'est un cliché mais il s'agit également du point de départ de notre politique bruxelloise de santé. Les missions d'un médecin généraliste classique avec une patientèle fixe et de nombreuses visites à domicile prennent de plus en plus la direction de cabinets médicaux groupés. Nous continuons de veiller à ce que l'offre soit suffisante. Certainement en ce qui concerne l'offre de médecins généralistes néerlandophones ou multilingues et des prestataires de soins de santé. L'Open Vld plaide pour une approche accessible à tous et axée sur le quartier. Nous sommes fiers, à juste titre, que sans égard des revenus, il soit possible en Belgique d'accéder à un médecin généraliste abordable.

- L'Open Vld Bruxelles veut encourager, via le Fonds d'impulsion des médecins généralistes, leur installation à Bruxelles, dans un cabinet médical de groupe ou non. Les cabinets médicaux de groupe à Bruxelles travaillent généralement avec plusieurs médecins, avec du personnel soignant et des accompagnateurs socio-psychologiques. Nous devons veiller à une offre suffisante de professionnels des soins qui soit accessible et étendue sur tout le territoire bruxellois.

- Pour l'Open Vld, la création du GBBW (Garde bruxelloise- Brusselse wachtdienst) représente une étape importante pour rendre plus visible l'offre des médecins généralistes à Bruxelles. La GBBW veille à des postes de médecins de garde où l'on peut se rendre 7 jours sur 7, en dehors des moments de consultation d'usage. La Garde bruxelloise veille également à avoir un médecin de garde qui se rend à domicile si une personne n'est pas en mesure de se déplacer. A l'heure actuelle, il existe déjà cinq postes de garde permanente où l'on peut se rendre. Avec l'ouverture programmée d'un sixième poste de garde, toute la Région bruxelloise sera desservie.

- Nous avons lancé à Bruxelles un plan stratégique sur l'e-santé. Il s'agit d'informations importantes à partager entre médecins, hôpitaux, soins ambulatoires et suivi personnalisé et même avec les postes de garde. Une bonne communication est nécessaire dans les trajets de soin entre l'ensemble des prestataires de soin et donc l'échange de données électroniques. Le patient a accès à son dossier, ce qui lui permet d'être un acteur actif de sa propre santé. Nous souhaitons continuer à soutenir ce développement et continuer à promouvoir l'e-santé de sorte à ce que cela soit intégré auprès de l'ensemble de la population bruxelloise.

- Nous voulons davantage investir dans une prévention sur mesure pour les Bruxellois. Comme pour le dépistage du cancer du sein et du cancer colorectal, nous souhaitons mettre sur pied davantage de programmes de dépistage pour d'autres affections. Il en va de même avec les vaccins, la prévention tabac et le diabète qui doivent davantage être mis en lumière. Nous voulons tenir compte des groupes-cibles vulnérables en collaborant avec des organisations actives sur le terrain bruxellois.



5.4. soins de santé mentale

La société devient sans cesse plus complexe. Une enquête a démontré que les problèmes psychiques sont plus importants dans un environnement urbain. La première ligne de soins peut détecter les premiers signes. À Bruxelles, l'Open Vld a veillé au financement de la cellule mobile d'intervention « Maya ». Maya fournit des soins personnalisés aux personnes souffrant d'une déficience mentale ou d'une maladie mentale, avec risques de problèmes de comportement (double diagnostique). Depuis le niveau fédéral, l'Open Vld a aussi prévu un financement supplémentaire de sorte à pouvoir ouvrir de nouveaux lits de crise à l'hôpital psychiatrique Titeca pour de tels patients. Ils avaient du mal à trouver leur chemin dans une structure adaptée.

- Nous continuons à accorder une attention particulière à la prévention des maladies psychiques. La pauvreté, l'isolement, les problèmes de santé, les addictions, etc. sont autant de facteurs qui interviennent dans les problèmes de santé mentale.
- L'Open Vld souhaite accorder davantage d'attention pour faire disparaître la stigmatisation qui règne encore autour des maladies psychiques. Nous plaidons également pour davantage de sensibilisation autour de la problématique de sorte que les acteurs sur le terrain puissent plus rapidement détecter les premiers signes et les renvoyer vers des médecins spécialisés.



5.5. problématique sans domicile fixe

Au cours de ces deux dernières législatures, la Région bruxelloise s'est chaque fois davantage investie dans l'accueil hivernal et l'accueil général des personnes sans domicile fixe. Pour l'Open Vld, le vagabondage a été décriminalisé à juste titre. En tant que libéraux, nous souhaitons une politique plus correcte pour les sans domicile fixe – avec davantage d'investissements dans l'accompagnement psycho-médical et l'accueil. Nous ne pouvons plus continuer à démedicaliser cette problématique. Nous avons besoin d'une approche à long terme. Etant donné que le gouvernement fédéral est également compétent pour cette matière, il doit être étroitement impliqué.

- Un contrôle clair et efficace est nécessaire : quelles catégories et groupes de populations se trouvent dans l'accueil hivernal « classique » ou non ? Combien de familles avec enfants ? Qui reçoit quel statut ? etc. De cette manière, nous réussirons à assurer un accompagnement sur mesure.
- Les CPAS doivent être assistés par des organismes spécialisés pour renvoyer les sans domicile fixe vers un accueil spécialisé. Nous devons arrêter les discussions avec les communes pour savoir où se trouvent exactement les boîtes en cartons ou les bancs pour savoir qui doit payer pour ceux-là. Nous devons également arrêter avec le prolongement sans fin des adresses de référence pour les sans domicile fixe. Nous avons besoin d'une assistance spécialisée et centralisée.



5.6. personnes souffrant d'un handicap



Au cours de la dernière décennie, l'attention concernant l'accessibilité de la ville aux personnes souffrant d'un handicap a fortement augmenté. Mais cette attention supplémentaire a également mis en lumière de nombreux autres obstacles (obstacles physiques, psychiques, sociaux mais également professionnels).

- Si nous voulons créer une histoire inclusive, nous devons faire en sorte que la ville soit adaptée pour les chaises roulantes. Lors de chaque aménagement, cela doit être la condition. Cela n'est, à ce jour, pas encore totalement le cas.
- Nous devons améliorer la participation des personnes ayant un handicap dans la vie sociale et professionnelle. Cela demande, entre autres, une mobilité plus adaptée et la modernisation du paysage bruxellois des taxis. Les taxis bruxellois sont rarement accessibles, ce qui contraste fortement avec, par exemple, Londres où les taxis sont accessibles.
- Le pourcentage légal de personnes souffrant d'un handicap qui travaillent dans le service public a augmenté. Nous devons continuer à accompagner activement les personnes souffrant d'un handicap (mental) vers la vie professionnelle. Les personnes souffrant d'un handicap et qui souhaite travailler bénévolement doivent pouvoir le faire sans crainte du changement de leur statut.



5.7. des excellents hôpitaux



L'Open Vld a joué pendant de nombreuses années un rôle de pionnier dans la rénovation et la construction de l'offre hospitalière à Bruxelles. Si quelque chose vous arrive dans ou autour de Bruxelles, vous serez envoyé en un rien de temps dans un excellent hôpital. La Région de Bruxelles-capitale dispose d'ailleurs de nombreux atouts pour devenir un centre d'expertise sur le plan de la santé. On retrouve trois hôpitaux universitaires sur le territoire bruxellois et plusieurs hôpitaux disposant de centres spécialisés en de nombreux domaines (pédiatrie, oncologie, etc.). De plus, de nombreuses sociétés médico-technologiques se sont installées dans notre région. 582 entreprises dites « healthtech » emploient plus de 15.148 personnes et les start-ups belges sur le plan de la technologie médicale décident la moitié du temps de venir s'installer à Bruxelles. La combinaison de ces atouts doit être utilisée dans l'intérêt de la santé de la population bruxelloise et des patients en dehors de Bruxelles. En outre, cela génère des milliers d'emplois, tant pour des personnes qualifiées que pour d'autres peu qualifiées, raison pour laquelle nous devons former tous les Bruxellois. Nous ne devons pas perdre de vue que le secteur hospitalier évolue très rapidement. Il a connu et connaît encore, différentes vagues d'optimisation. C'est ainsi que nous constatons que les hôpitaux se spécialisent de plus en plus. Ils prennent petit à petit une nouvelle

place dans le trajet de soins. La durée d'hospitalisation est plus courte. Après l'hôpital, les personnes sont suivies par des centres spécialisés de soin ou via des soins ambulatoires.

- C'est la raison pour laquelle nous assistons les hôpitaux bruxellois dans l'adaptation de leur offre aux besoins de soins de la population. Ils doivent proposer des soins accessibles et payables aux patients. De plus, nous voulons impliquer les hôpitaux dans le traitement des patients en dehors des murs de l'hôpital, une tendance qui se profile de plus en plus.

- Nous travaillons à davantage de multilinguisme dans les hôpitaux et le secteur des soins. La demande du néerlandais auprès des patients reste importante. Mais de par l'internationalisation, il y a une demande croissante pour l'Anglais. Des formations linguistiques adaptées sur le lieu de travail sont nécessaires.

- Avec les communautés, nous devons nous concentrer sur les formations pour le personnel de soin (formations aux soins infirmier et médicaux) adaptées aux besoins des Bruxellois, à la diversité culturelle et au multilinguisme.

- Avec Actiris et les Communautés (Bruxelles Formation et VDAB), nous devons investir dans une formation ciblée et un recrutement de personnel logistique pour les hôpitaux à Bruxelles.



5.8. un plan de vieillissement pour bruxelles: mieux vieillir à bruxelles



En ce qui concerne le vieillissement, Bruxelles doit être ambitieuse. Bruxelles semble au premier abord disposer d'assez d'offres de maisons de repos et de soins, mais la proportion entre lits de maisons de repos (MRPA et lits de repos et de soins (MRS) est insuffisamment adaptée aux besoins actuels... En outre, l'offre actuelle n'est pas assez variée ; il manque de centres de soin de jour et de places pour des courtes durées. Il est temps de mettre sur pied un plan de vieillissement ! Notre ambition est de pouvoir proposer aux personnes vieillissantes le confort nécessaire. Pour y rester et mieux encore, pour revenir en ville, dans leurs quartiers au sein de centres de soins intégrés, mais également proches des transports publics, des activités culturelles et sociales. Nous voulons :

- Un plan de vieillissement pour la construction et l'adaptation d'habitations à la mesure de tous les revenus et besoins. Nous veillons à un système flexible de prêts, d'incitants fiscaux et/ou subsides pour l'adaptation des habitations ou achat de serviceflats. Tout cela en vue de permettre aux Bruxellois de pouvoir continuer à vivre de manière autonome. Nous encourageons les développeurs et firmes de construction à prendre en compte des critères d'âge et de handicap.
- Un plan de vieillissement avec une offre d'aides à domicile, soins à domicile, repas etc. Nous voulons accorder l'attention nécessaire à la formation de ces emplois et veiller aux facilités nécessaires (entre autres en ce qui concerne la mobilité) à ces emplois.
- Un plan de vieillissement avec de l'attention pour l'aspect socio-culturel, l'accessibilité et une lutte contre l'isolement. Les centres locaux de service ont ici également un rôle à jouer. Ils doivent, outre l'offre de formations, de services et d'activités, mettre en place des soins axés sur le quartier.
- Un plan de vieillissement avec de l'attention pour des soins sensibles aux différences culturelles et aux nouveaux besoins linguistiques (via l'immigration et la fonction en tant que capitale européenne). Nous voulons également tenir compte de la première génération de fonctionnaires européens qui ont décidé de rester ici à l'issue de leur carrière professionnelle.
- Il faut également accorder de l'attention à l'accompagnement de fin de vie et à mourir dignement. Un thème auquel, en tant que libéraux, nous attachons beaucoup d'importance. L'offre disponible à l'heure actuelle ne répond pas à la demande et nous avons besoin de davantage d'équipes multidisciplinaires.
- Nous voulons moderniser le droit successoral, de sorte qu'il soit possible de désigner une personne non liée à la famille pouvant hériter au tarif famille. Pour ceux qui souhaitent laisser leur héritage à des « tiers », par exemple un ami proche, neveu, filleul, à l'heure actuelle le taux le plus élevé en droit de succession est d'application. Ce taux s'élève jusqu'à 80% à Bruxelles et en Wallonie, cela est bien trop élevé.
- Dans le cadre des droits successoraux et des droits de succession, nous voulons mettre sur un pied l'égalité entre les personnes cohabitantes de fait et les cohabitants légaux et les personnes mariées.



5.9. garder vos enfants

Une garderie de qualité et abordable dans la ville constitue une partie essentielle dans la qualité de vie pour les jeunes familles. Une bonne garderie contribue considérablement au développement des jeunes enfants, mais veille également à de meilleures possibilités de travail pour les parents. Si nous voulons garder une ville attractive pour les moyens revenus, nous devons faciliter la combinaison entre travail et famille. C'est pourquoi nous voulons investir dans une offre de places de crèches liée au revenu sur tout le territoire. Les enfants dès 3 ans ont également besoin d'une garderie de qualité.

Nos propositions :

- Sur base de la cartographie des familles néerlandophones à Bruxelles datant de 2016, nous avons développé notre réseau de places en crèches néerlandophones à Bruxelles. En collaboration avec les pouvoirs organisateurs, nous cherchons des opportunités pour la rénovation et l'élargissement des crèches existantes.
- Nous voulons profiter des dossiers de rénovation, construction et extension d'infrastructures scolaires pour prévoir – là où cela est possible – des places supplémentaires dans des crèches.
- Par le biais de subsides d'investissement, nous voulons stimuler les entreprises, administrations et instituts de l'enseignement supérieur à créer des crèches pour leur personnel et ouvrir les crèches existantes pour les riverains.
- Nos crèches doivent être davantage flexibles concernant les horaires. Seul une infime partie des crèches néerlandophones agréées à Bruxelles offrent des heures d'ouverture adaptées. Pour les parents qui travaillent en shift, ou pour les indépendants, il est compliqué de trouver un milieu d'accueil adapté.
- Le paysage d'accueil pour les enfants scolarisés (3-12 ans), est actuellement morcelé. Des impulsions ont déjà été données pour une collaboration plus étroite, notamment via des initiatives pour un accueil extra-scolaire, des écoles élargies et un renforcement de la qualité de la garderie après l'école. Dans le prolongement, une harmonisation maximale et/ou intégration de l'accueil parascolaire et extra-scolaire pour l'école élargie et d'autres initiatives est nécessaire. Nous aspirons à une bonne collaboration entre parents et garderie.
- Le nombre de places dans les IBOs (Initiatives pour l'accueil extra-scolaire) à Bruxelles est encore aujourd'hui trop réduit. Nous voulons combler les listes d'attente pour l'accueil extra-scolaire de qualité et abordable.



bruxelles offre à ses habitants des quartiers sains, sûrs et propres.



En tant que parti urbain, l'Open Vld Bruxelles a toujours mené une politique de stimulation de la vie en ville, proche du travail, de l'école, des commerces et des activités de loisir. Grâce à la réduction systématique des droits d'enregistrement et de la fiscalité sur le logement, nous investissons au maximum sur l'acquisition d'une habitation propre pour pour le plus de Bruxellois possible. Pas uniquement pour les familles d'ailleurs, mais pour le groupe assez important de personnes isolées que compte notre Région. Nous souhaitons poursuivre sur le chemin commencé. Nous voulons utiliser les marges budgétaires, libérées grâce à une meilleure gestion de la dette et une gestion financière plus efficace, pour continuer à diminuer la (para)fiscalité sur le logement en Région bruxelloise et à rendre le fait d'habiter à Bruxelles financièrement faisable et attractif. Un marché de l'achat d'immobilier, ainsi que de la location, sain, c'est pour nous essentiel.

43

6.1. tout le monde sous un toit



- En vue de permettre au plus grand nombre de Bruxellois d'acquérir leur propre habitation, nous souhaitons supprimer les droits d'enregistrement pour les habitations jusqu'à 230.000 euros. Aujourd'hui, l'exemption va jusqu'à 175.000 euros. Il représente pour les futurs propriétaires une réduction supplémentaire de 6.875€ sur l'achat d'une habitation en Région de Bruxelles-Capitale. Cette mesure coûtera environ 50 millions d'euros, mais veillera à conserver davantage de revenus moyens à Bruxelles ou à les encourager à venir y habiter, ce qui renforce l'assise fiscale globale de la Région bruxelloise.



- Nous supprimons le pourcentage de droit d'enregistrement sur l'acte pour le prêt hypothécaire. Cela coûte 30 millions d'euros par an.
- Nous stimulons l'acquisition d'une propre habitation pour les revenus les plus faibles, en élargissant les possibilités du Fonds du logement et en permettant aux sociétés immobilières publiques de mettre des logements sociaux sur le marché.
- Nous simplifions les demandes urbanistiques, les rendons accessibles numériquement pour toutes les communes et traçable numériquement.

- En vue d'élargir l'offre d'habitations à Bruxelles, nous investissons dans une concentration plus grande pour certaines parties de la ville avec une densité de population plus faible (en respectant le maintien des espaces verts). Nous souhaitons également permettre la construction de davantage de hauts immeubles et simplifier la transformation d'espaces de bureau vides en logements. Les quartiers de bureaux mono-fonctionnels doivent devenir des espaces où logements, commerces et travail à proximité deviennent une réalité. De nouvelles formes d'habitation, comme le co-housing, les habitations kangourous, le community land trust etc., y ont également leur place.

- Nous sommes opposés aux « prix locatifs » imposés par le marché bruxellois de la location. Ceux-ci entraînent un désinvestissement dans la qualité des habitations et une diminution globale du nombre d'habitations disponibles sur le marché de la location. Nous voulons justement continuer à rendre le réseau attractif pour continuer à investir dans l'immobilier à Bruxelles. Le plus grand marché de logements sociaux à Bruxelles reste d'ailleurs le marché privé.



6.2. la ville verte, bleue et sans danger pour les enfants

- Nous voulons que la RBC mette dans sa politique de permis comme priorité un environnement urbain sans danger pour les enfants et de qualité. Une ville sans danger pour les enfants empêche l'exode urbain, décide les jeunes familles à rester habiter en ville. Nous veillons ainsi à réduire le nombre de mouvements quotidiens de navetteurs intra-Région et limitons notre empreinte écologique globale.

- Nous veillons à une touche verte : chaque Bruxellois doit pouvoir avoir accès à un espace vert de qualité à proximité de son habitation. Via de petites interventions au niveau des quartiers, nous voulons créer davantage d'espaces verts dans la ville. Nous voulons également donner un rôle plus important aux pièces d'eau dans les rues. Nous voulons renforcer le réseau vert et bleu dans notre ville. Les terrains en friche offrent sur ce plan des possibilités d'être transformés-temporairement ou non- en espaces verts. Nous voulons prévoir un encadrement (contractuel) où l'occupation peut être stoppée à temps lorsqu'un projet sur un terrain en friche démarre réellement.

- Les autorités ont ici un rôle à jouer, les terrains publics inoccupés ou à reconverter à Bruxelles doivent pouvoir être utilisés pour des espaces verts (provisoires).

- Nous examinons les modèles et stimuli pour détruire, dans les quartiers les plus denses sans beaucoup d'espaces verts, les bâtiments inoccupés pour en faire des micros parcs ou des (portions de) jardins .

- Nous voulons une ville aux distances courtes. Nous essayons de combler « les trous » en services nécessaires par quartier (écoles, commerces, maisons de repos, transports publics). Cela doit être repris dans les charges urbanistiques pour développeurs de projet.



- La Région bruxelloise examinera comment mieux apporter, en concertation avec le secteur alimentaire actuel, des petites chaînes de producteurs agricoles en ville. Concrètement, on examinera combien de marchés couverts pourraient venir proposer des produits du Pajotteland, des Brabantse Kouters, de la Vallée de la Seine, la Région des raisins et le Hageland, aux Bruxellois.



- Via Citizen Science (science citoyenne), des projets incitent les Bruxellois à contrôler eux-mêmes leur environnement en ce qui concerne la qualité de vie et la gestion des matières précieuses (eau, air, qualité lumineuse, bruit...). Les résultats viennent compléter les points de mesure officiels et nous permettent également de mettre en lumière et trouver des solutions aux « street canyon effect » locaux.



- Nous devons continuer à investir dans des énergies vertes alternatives là où cela est possible et mieux communiquer les cartes solaires. Nous souhaitons encourager l'innovation dans le cadre du stockage et partage d'énergie local (via des coopératives, des réseaux locaux d'énergie, etc). Des compteurs intelligents pour l'eau, la lumière et l'énergie représentent une partie intégrante d'une stratégie de réseaux utiles durables et efficaces qui fournissent les quartiers, mais également encouragent la prise de conscience individuelle concernant la consommation d'énergie.

- Les quartiers sans dangers pour les enfants, verts et bleus ont tout intérêt à avoir un plan régional d'énergie, d'air et de climat avec un timing et des objectifs clairs. Lors de la formulation de ces lignes d'action, la participation citoyenne est essentielle.

6.3. un logement solide

- Les habitations évoluent avec le temps, avec la composition des familles et avec les circonstances de vie des habitants. C'est pourquoi nous souhaitons encourager au maximum les gens à rénover leur habitation de manière durable, avec l'accent sur l'isolation et la réduction des émissions. Car, bien que l'émission de CO² global à Bruxelles soit en diminution, selon Bruxelles Environnement, 60% de celui-ci est occasionné en Région de Bruxelles-Capitale par le chauffage des bâtiments et la mauvaise isolation. Grâce à une meilleure isolation nous souhaitons diminuer la consommation d'énergie et les frais. Nous souhaitons y arriver en simplifiant les procédures de demande pour les rénovation et les primes à la rénovation.



- Dans la même lignée, nous souhaitons également davantage stimuler les propriétaires de maison bruxellois via un système de primes pour remplacer leurs installations de chauffages vieilles et polluantes .



- La qualité du logement bruxellois doit être améliorée. Le code bruxellois du logement constitue un instrument important pour accroître la qualité de notre parc de logement, mais il ne peut pas être uniquement d'application pour les habitations privées. La qualité de notre parc de logement social laisse également à désirer . C'est pourquoi, nous voulons faire en sorte que les sociétés de logement sociaux et les CPAS prennent leur responsabilité. Un logement social ou logement CPAS vide n'aide personne. C'est pourquoi nous voulons que les logements sociaux, les logements communaux ou du CPAS inoccupés depuis plus de cinq ans soient mis en vente. Les recettes de ces ventes doivent intégralement revenir à la rénovation durable des autres logements sociaux ou CPAS.

6.4. logement social 2.0

L'Open VLD Bruxelles veut s'engager pour une politique de logement sociaux digne du 21ème siècle, où un logement social représente bien plus qu'un simple toit au-dessus de la tête. Cela doit signifier pour les personnes en situation précaire une manière de reprendre leur vie en mains. L'encadrement du logement social doit être adapté, en investissant au maximum sur l'activation. Une réforme du secteur des sociétés immobilières du service public s'impose.



- Nous voulons que les sociétés publiques immobilières prennent leurs responsabilités. Via un cadre de référence clair et des paramètres de prestations, nous voulons évaluer de près leur fonctionnement, entre autres sur le plan de la rénovation de leur parc immobilier. Nous souhaitons également une extension, et surtout un professionnalisme poussé, des SISP. Si cela ne répond pas aux paramètres, nous souhaitons imposer une fusion ou privatisation des SISP.



- Nous voulons réprimer le morcellement de l'accompagnement dans le logement social. Les 2.7 millions d'euros octroyés chaque année à toutes sortes de projets sociaux d'accompagnement bien intentionnés mais peu cohérents doivent être concentrés et intégralement investis dans l'activation des habitants de logements sociaux, tant sur le plan social que sur le plan professionnel. Environ 4 habitants sur 5 de logements sociaux à Bruxelles ne disposent pas de revenus du travail. Le logement social est pour eux un filet, nous voulons en faire une machine d'émancipation.

- Via un système de chèques de location et une fiscalité favorable, nous voulons encourager le secteur privé du logement à proposer des logements sociaux. L'Open Vld opte ici pour une politique du logement dont l'objectif est d'améliorer la mixité sociale dans toute l'agglomération et réduire les ghettos sociaux dans les blocs d'habitation de l'État.

- Sur base d'une morphologie des 118 quartiers bruxellois- fixé comme base par BISA- nous voulons stopper la construction de nouveaux logements sociaux dans les quartiers où 15% des logements sont déjà des logements sociaux. Nous continuons à investir dans ces quartiers dans de nouveaux logements, via des projets de CITIDEV et du Fonds du logement.

- L'Open Vld Bruxelles était le premier parti à pointer le problème de sur-occupation, où les maisons de maître sont scindées en appartements et font ainsi augmenter fortement le nombre d'habitants dans certains quartiers. Ce sujet ne doit pas être tabou selon nous, mais la viabilité d'un quartier ne peut pas non plus conduire à des conséquences négatives (comme le nombre de places de parking en augmentation, trop peu de dispositif, etc.). C'est pourquoi nous voulons élaborer une réglementation régionale urbanistique qui veille à une répartition judicieuse et de qualité des maisons de maître, où un contrôle strict peut se faire. En parallèle, nous voulons faciliter le mouvement inverse où les maisons scindées peuvent à nouveau être transformées en maisons unifamiliales, en signalant ces modifications, mais en les exemptant de permis d'urbanisme.

6.5. une ville sûre

Les critiques concernant la sécurité bruxelloise donnent l'impression que la police bruxelloise ne fait pas bien son travail. Pourtant, la politique de sécurité a fortement progressé. La première réforme des polices (1998) a ramené 19 zones de police en 6 grandes zones de police. Avec la sixième réforme de l'état (2011), nous sommes parvenus en tant que libéraux à centraliser la coordination de la politique régionale de sécurité chez le ministre-Président. Il y a aujourd'hui une seule politique de sécurité sur l'ensemble des six zones de police ayant des objectifs propres et une unité d'ordre pour les situations de crise. Les réformes des polices payent : les statistiques indiquent une forte diminution de la criminalité à travers le pays, et en particulier à Bruxelles (-10% en 2016 contre -7,5 et -6,7 respectivement en Flandre et en Wallonie). Nous voulons continuer sur cette voie. Durant la dernière législature, le Service OIP Prévention et Sécurité a été créé et nous avons prévu les moyens nécessaires pour mener une politique régionale forte.

Nos propositions :

- Nous restons partisans d'un contrôle central de la politique de sécurité à Bruxelles : une zone de police pour la Région voire même pour la région métropolitaine plus vaste. Nous gardons deux principes à l'œil :

- Cela ne peut pas se faire au détriment de la police de proximité qui permet davantage de sécurité dans nos quartiers. Cette proximité doit être renforcée. Les agents de quartier ne sont pas suffisamment visibles aujourd'hui alors qu'ils doivent être le principal point de contact avec les citoyens. Le manque de personnel de la police et les postes restés inoccupés doivent être comblés. Pour se faire nous devons investir dans le recrutement local. Nous voulons examiner si nous pouvons mieux assigner les agents de quartiers en tenant compte de leur dispersion à travers les 118 quartiers bruxellois existants.

- La coordination et la collaboration entre les zones de police ne doit pas s'arrêter, selon nous, aux frontières régionales, mais doit être menée au sein de la Brussels Metropolitan Region.

- Nous voulons un plan de prévention et de sécurité intégral pour la Région de Bruxelles-Capitale. Nous souhaitons une approche transversale de la problématique de la sécurité à travers tous les domaines, où tous les maillons de la chaîne de sécurité peuvent travailler étroitement.

- Tout aussi important pour soutenir le bon travail de la police en Région bruxelloise: que la justice puisse suivre rapidement et efficacement. La Justice doit combattre l'idée de sentiment d'impunité : la comparution immédiate doit être à nouveau rapide. Au lieu d'un délai de deux mois, nous voulons introduire un délai de 7 jours.

- Nous plaidons pour que la politique de poursuite s'adresse également à ce qui est parfois considéré comme « la petite criminalité ». Il faut s'attaquer aux incivilités dans la circulation, les dépôts clandestins et le vandalisme, tout aussi petit soit-il. Le droit de la jeunesse, qui à juste titre part de la protection des mineurs, ne peut pas empêcher les sanctions. Même les coupables mineurs



d'âge doivent être punis. Nous souhaitons que la Région bruxelloise et les communes, en collaboration avec la justice, misent, lors de peines pour des coupables récidivistes, sur des peines axées sur la communauté : des travaux d'intérêt général dans le quartier même, de sorte que les citoyens/commerçants du quartier voient que les coupables sont punis et qu'ils doivent faire quelque chose pour réparer leur erreur, une « réparation pour les victimes » sous la forme d'une médiation où les auteurs sont confrontés à ce que leur méfait a occasionné sur les victimes.

- Un contrôle (mobile) des caméras à Bruxelles fait incontestablement partie de la politique de sécurité bruxelloise. Des caméras peuvent représenter une partie du maintien de l'ordre public, mais en tant que libéraux nous plaidons pour une application proportionnelle. Nous voulons davantage de caméras pour un contrôle des voies d'accès et places publiques. Équiper la police de « bodycam » peut offrir une réponse à l'agression mais doit également servir à protéger mieux les citoyens. C'est pourquoi, il faut un cadre légal clair pour la diffusion d'images, en respect de la vie privée.

- Nous voulons que la police bruxelloise investisse davantage sur la « community policing », davantage de rondes dans les quartiers, apprendre à connaître et utiliser les halls de sport dans les quartiers, fréquenter les lieux de rencontre, etc. De plus, nous voulons donner la possibilité aux agents de quartier de se former en continu, afin de répondre encore mieux aux défis d'une ville en constante évolution.

- Nous voulons élargir le service sécurité et prévention lancé lors de la précédente législature. L'opérationnalisation de la politique de sécurité transversale doit être mise sur les rails lors de la prochaine législature.

- Nous voulons réformer et renforcer l'encadrement administratif de la police. Le personnel civil et administratif doit, soit via une convention entre les zones de police soit via des fusions, arriver à davantage de collaboration transversale sur le plan administratif et logistique.

- A l'heure actuelle, il existe déjà une unité de commando sur le plan opérationnel sur le terrain, mais celle-ci est encore trop souvent ad hoc. Certainement dans le cas où la police fédérale et les différentes zones de police agissent ensemble, un contrôle plus fort doit être mis en place. C'est pourquoi, nous plaidons pour une systématique claire dans l'unité du commando de police en chargeant le directeur-coordonateur des services de police de cela.

- Certaines missions de police sont moins fréquemment réalisées dû aux autres priorités pour les zones de police. Ainsi, plus aucun contrôle de vitesse n'a lieu et la circulation n'est plus réglée. Garantir la sécurité routière relève pourtant des missions de base de la police. Cela doit à nouveau être une priorité. Nous voulons revaloriser ce genre de missions de base en intégrant davantage d'agents auxiliaires. Nous voulons remettre aux endroits névralgiques de la circulation des agents de circulation. Cela doit se faire dans un cadre mis sur pied entre les communes, les zones de police et la Région.

- Nous voulons développer un système d'audit qui assure un con-



trôle et une évaluation en continu des associations subsidiées actives sur le plan de la prévention et de la sécurité. Cela ne doit pas être uniquement un système de contrôle comptable, mais également un contrôle qui tient compte du fonctionnement de chaque association. Ce n'est qu'ainsi que nous voulons arriver à une rationalisation de ce secteur et que nous voulons renforcer la combativité de notre politique de sécurité et de prévention.

- L'aménagement et illumination des espaces publics joue un rôle clé dans la lutte contre le sentiment d'insécurité. Via un « smart lighting », où l'éclairage des rues est réglé en fonction de la présence des passants, et le « relighting », où les anciens éclairages sont remplacés par des éclairages moins énergivores (LED), nous voulons poser un choix tant écologique qu'économique, qui aide à renforcer le sentiment de sécurité dans les quartiers bruxellois. Une attention supplémentaire doit certainement être portée à l'environnement direct des arrêts de transport public, aux lieux où de nombreuses personnes ont un sentiment d'insécurité à la nuit tombée.

6.6. le civisme comme conclusion d'une politique de sécurité et de prévention

Pour l'Open Vld, l'air de la ville rend libre. Le succès des villes ouvertes repose sur des accords clairs, une cohésion sociale et le respect. En 2008, l'Open Vld Bruxelles a rassemblé ces thématiques sous un mot : éthique urbaine.

« Cela signifie pour nous un maximum de tolérance pour la diversité. Pas de discrimination sur base de la nationalité ou de l'origine, ni sur base de la langue. Pas de discrimination pour les holebis dans la ville. Tolérance zéro pour ces points. Mais également tolérance zéro pour la violence . Le droit à une ville sûre est un droit de base. De plus, la reconnaissance de la scission entre église et État et la reconnaissance de l'égalité entre homme et femme est pour nous essentielle. Nous demandons un triple respect : pour « la propriété », pour « l'espace public » (propriété et sécurité des rues, parcs, transports publics) et pour « les institutions publiques » et « les pouvoirs publics » (écoles et professeurs, police, fonctionnaires...).

- L'Open Vld a introduit en 2003 au Parlement bruxellois une résolution pour adopter formellement ces règles et les transmettre via l'enseignement et la vie associative. Nous voulons continuer à travailler dans ce sens. C'est pourquoi nous voulons que chaque association ou asbl qui reçoit des subsides ou des moyens de la Région, de la VGC ou du PFB, signe cette charte. Chaque fonctionnaire de la RBC ou des organismes susmentionnés devraient reprendre cette clause de moralité dans son contrat de travail.

- L'Open Vld souhaite que les communes bruxelloises transmettent ces règles.

6.7. Bruxelles propre sur elle

La propreté et l'attractivité vont de pair avec la prospérité économique. Un manque de propreté donne trop souvent l'impression d'une administration irresponsable. Une ville propre est une ville attrayante pour les habitants et les entrepreneurs. Un manque dans ce sens en revanche fait partie des choses qui préoccupent beaucoup les Bruxellois. Si nous voulons améliorer la qualité de vie urbaine, nous devons davantage investir dans la propreté des quartiers. L'Open Vld milite en faveur d'une politique de persévérance où la prévention et la répression vont de pair pour arriver à des résultats visibles.

Nos propositions :

- La meilleure manière de réduire les déchets est de les prévenir. C'est pourquoi nous voulons davantage investir dans une sensibilisation continue en matière de prévention des déchets et combattre le déchets non ramassés. Nous voulons ici clairement faire comprendre que laisser ses déchets n'est pas acceptable dans la société. Le pouvoir public a, ici, un rôle d'exemple à jouer. Nous voulons travailler avec des systèmes de « nudging ». Nous voulons y arriver en collaboration avec les écoles et les maisons de jeune, mais également avec les commerçants locaux, les sociétés de transport public, les entreprises de construction, l'horeca et les administrations. Nous veillons à une communication accessible à tous et qui s'adresse tant aux Bruxellois qu'aux autres utilisateurs de la ville.

- La gestion des déchets prend de nouvelles formes de par l'économie circulaire. De nombreux déchets peuvent être réutilisés et de nombreuses matières premières sont précieuses. En donnant de la valeur aux déchets, nous pouvons réduire les déchets non ramassés. Nous pensons ici par exemple aux projets autour de la réutilisation du plastique dans le secteur de la construction ou à le transformer en asphalte à utiliser à la place du bitume. Nous voulons soutenir activement les entreprises qui souhaitent innover sur ce plan. De nombreuses applications digitales sur le plan du waste management peuvent nous y aider. Au cours des prochaines années, l'Open Vld Bruxelles souhaite encourager ce genre d'applications à se développer en Région bruxelloise.

- Lors des réaménagements des espaces publics, nous introduisons un contrôle d'entretien où nous accordons de l'attention aux matériels et aménagements simples à entretenir mais qui peut changer le comportement des gens. Nous nous focalisons surtout sur les lieux emblématiques tels que les gares, les attractions touristiques, les rues commerçantes, les quartiers récréatifs. Une attention suffisamment importante doit être donnée au placement de cendriers publics par exemple et à l'extension de toilettes sûres et accessibles aux femmes.

- Nous installons des caméras pour la reconnaissance des plaques minéralogiques aux endroits fréquents de dépôts clandestins. Nous développons, pour les zones plus sensibles, un plan de réaménagement en collaboration avec le quartier ou les acteurs locaux.



- Nous voulons faire des agents de prévention et de proximité de vrais managers de quartier qui, en étroite collaboration avec les acteurs du quartier (habitants et commerçants locaux) et les services de propreté publique, soient responsables de la propreté et du respect de celle-ci sur les places, parcs et dans certains quartiers qui leur ont été attribués. Nous voulons investir efficacement dans ces agents de prévention et de proximité, ils sont ceux qui doivent signaler en cas de dépôts clandestins, de détérioration du mobilier public ou de graffitis. Nous voulons agir aussi rapidement que possible.

- Nous voulons que les domaines d'application pour des sanctions administratives communales concernant la propreté soient harmonisés à travers les communes et que les amendes pour des dépôts clandestins soient revues fortement à la hausse. Nous voulons, en matière de dépôt clandestin, développer une politique régionale où davantage d'acteurs (communes, police, Bruxelles propreté) collaboreraient étroitement.



- Nous voulons inverser le paradigme. Celui qui collecte des dépôts clandestins et les rapporte dans un parc à container est récompensé financièrement. Nous examinons s'il est possible de faire de même avec les autres résidus comme le plastique. C'est pourquoi nous revoions le tri, nous voulons examiner si cela doit encore se faire à la maison ou bien si ces machines de tri dans les centres de dépôts ne seraient pas plus efficaces.

- Nous évaluons l'output de nos services propreté et réalisons une analyse comparative avec les autres villes. Nous examinons également le rôle que le secteur privé peut jouer au niveau de la propreté publique. Nous voulons également prendre comme point de départ des solutions innovantes pour la propreté telles que le ramassage de nuit ou prévoir des poubelles avec des capteurs intelligents qui préviennent les services lorsque les poubelles sont presque remplies.

- Nous remettons en question le ramassage de déchets à domicile. Il est plus efficace d'examiner rue par rue la manière la plus propice pour le ramassage ; des containers séparés ou un ramassage à domicile . En matière de ramassage, nous souhaitons nous diriger vers du sur-mesure. Dans les zones touristiques et commerçantes, nous voulons nous diriger vers des containers (souterrains). Lors de nouvelles constructions d'appartement, un espace doit être prévu pour l'installation et l'usage de containers. Encore bien trop de Bruxellois se sentent obligés de sacrifier leur balcon pour stocker leurs poubelles jusqu'au ramassage suivant. Nous voulons investir dans des tableaux performants et Open data pour veiller à un gain efficace.



- En collaboration avec le secteur de la distribution, Bruxelles Environnement et les chaînes de supermarchés , nous voulons investir dans la répression du gaspillage alimentaire. Nous voulons soutenir le développement de modèles de business innovants actifs en la matière (Graapz).

se déplacer rapidement, en sécurité et confortablement dans et vers Bruxelles.



En tant que moteur économique de notre pays, Bruxelles compte 724.000 emplois. Cela génère énormément de trafic. Des 340.000 navetteurs de Flandre et Wallonie qui viennent chaque jour travailler à Bruxelles, 190.000 prennent la voiture. À cela, nous ajoutons 175.000 Bruxellois qui prennent leur véhicule pour se rendre au travail. Bien que la partie voiture diminue dans notre circulation, le grand nombre de véhicule sur nos routes démontre quand même :

- qu'il faut davantage investir dans un transport public rapide et confortable pouvant desservir l'ensemble de la Région.
- que nous devons passer à une politique de mobilité allant au-delà des frontières régionales, car la circulation ne s'arrête pas aux frontières régionales.

En tant que partisans inconditionnels des transports en commun, l'Open VLD Bruxelles souhaite continuer dans le futur à investir dans le développement de ce réseau. Les chiffres le montrent clairement. Avec une ligne de métro, il est possible de transporter 14.320 passagers par heure. Un long tram peut transporter 5.060 passagers et une ligne de bus 2.080.. Nous voulons davantage investir dans les métros et trams pour offrir une alternative de mobilité de qualité et intelligente aux Bruxellois et navetteurs.

L'Open Vld voit le réseau de métro comme la colonne vertébrale du réseau de transport public. Le métro sert pour le transport de grands groupes de voyageurs à travers les principaux axes de la Région. Mais nos stations de métro servent également de carrefour de mobilité permettant de rendre accessibles les quartiers bruxellois grâce à un réseau devant encore davantage être quadrillé de trams et bus.

7.1. des transports publics qui font notre fierté

- Lors de la prochaine législature, nous démarrerons enfin la construction de la ligne de métro 3 direction Schaerbeek-Evere. L'extension du métro vers Uccle démarrera en 2020. Après des années d'immobilisme sur ce plan, l'Open Vld a remis le développement de notre réseau de métro à l'agenda politique. Nous avons recherché des financements. Les prochaines années, nous voulons veiller à un suivi étroit de ces importants travaux.

- Etant donné le délai de planning et de développement pour de nouveaux trajets de métro, nous voulons déjà lancer les études de faisabilité pour une extension de notre réseau de métro de :

- Simonis à Grand –Bigard
- du Centre-ville vers Ixelles et Solbosch

- Nous voulons lancer les études de faisabilité pour une liaison de transport public plus vaste entre la nouvelle zone développée à Tour&Taxis et la Gare du Nord. Entre-temps, nous voulons desservir ce nouveau quartier avec des bus électriques.

- De plus, nous voulons également démarrer une étude de faisabilité pour un meilleur accès via les transports publics de Neder-Over-Heembeek et Haren.

- Le métro doit, à terme, être tiré jusqu'au Brabant flamand, vers les voies d'accès avec des parkings de dissuasion et les terrains industriels :

- d'Hermann Debroux vers la E411 dans le cadre de la démolition ou la réaffectation du viaduc Hermann Debroux .

- De Schaerbeek-Evere vers d'une part Neder-Over-Heembeek et le ring et d'autre part vers Diegem, Zaventem et l'aéroport national....

Nous souhaitons à cet effet entamer des discussions lors de la prochaine législature avec la Région flamande pour établir des accords.

- Nous voulons réaliser les plans existants pour l'automatisation du métro en fonction des moyens disponibles. Cette automatisation des lignes de métro existantes 1 et 5 permettra un gain de temps et augmentera la capacité de notre transport public.

- les réseaux ferroviaires de quartier de la STIB et de la SNCB à Bruxelles, avec de nombreuses petites stations, doivent être totalement intégrés l'un dans l'autre. Cela signifie que nous voulons une formule de tarif et d'abonnement unique, une communication uniforme, des plans de ligne intégrés, des indications de gare uniques et des temps de parcours intégrés. Les tableaux d'information en temps réel aux arrêts de tram et bus doivent donner la position en temps réel des véhicules de toutes les sociétés de transport. Pour l'utilisateur, tout doit être uniforme et univoque. Nous facilitons le développement d'une application de mobilité bruxelloise rassemblant toute l'offre de transport et où, par exemple, permet d'acheter



des e-tickets, ou de réserver des villos etc. Cela représente un premier pas mais nous voulons à terme que la STIB et la SNCB collaborent en ce qui concerne l'usage partagé de la voirie.

- Nous restons partisans d'une tarification équitable. La mobilité coûte de l'argent. Ces recettes sont nécessaires pour réaliser des investissements dans la qualité et le confort de notre transport public.

- Nous plaidons pour que la SNCB perfectionne son réseau bruxellois. Tous les trains ne doivent pas passer par la Gare centrale. Quelques lignes pourraient être « coupées » pour décharger les liaisons actuellement saturées. Les passagers doivent pouvoir passer d'une grande gare bruxelloise à une autre grâce au métro. Nous plaidons pour une forte représentation de la Région de Bruxelles-Capitale dans les organes décisionnels de la SNCB et d'Infrabel. Aujourd'hui, la SNCB tient trop peu de compte des souhaits des Bruxellois.

- Au même moment, nous demandons à la SNCB de rattraper leur retard pour la mise en service de l'ensemble du réseau express régional.

- Nous voulons continuer à investir dans l'amélioration des sites propres et nous voulons progressivement remplacer les anciens modèles par de nouveaux engins plus confortables et moins bruyants.

- Les transports publics bruxellois doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite, aux chaises roulantes et aux parents avec poussettes. La situation aujourd'hui ne semble pas encore être idéale. Il faut apporter de l'attention à une signalisation claire pour les personnes malvoyantes et à avoir des terminaux de tickets faciles d'utilisation. Nous veillons à un rapport pour examiner année après année les améliorations réalisées sur ce plan.



7.2. penser métropole pour une mobilité qui ne s'arrête pas aux frontières régionales

- L'Open Vld veut une réalisation concrète de la Brussels Metropolitan Région pour arriver à un plan de mobilité équilibrée dans une région métropolitaine plus vaste autour de Bruxelles. L'aéroport de Zaventem est d'ailleurs économiquement important pour Bruxelles, le Brabant flamand et l'ensemble du pays. En jouant la carte de la région métropolitaine et des différentes sociétés de transport public au –delà des frontières régionales- nous voulons faire la différence. Nous voulons mettre un terme aux débats sur les rivalités communautaires. De Lijn et la STIB doivent pouvoir profiter :



- des deux Régions brabançonnaises, avec le tram régionale autour de Bruxelles autour de Willebroek via Londerzeel, Meise, le long de la A12 vers Laeken et Nord ;
- du tram depuis Dilbeek depuis la Chaussée de Ninove vers la Gare de l'Ouest,...
- d'un prolongement du tram 8 (Roodebeek) via les zones industrielles et de bureaux à Diegem et Machelen et à l'aéroport de Zaventem
- des bus et trams de l'UZ Jette à travers Vilvoorde jusqu'à l'aéroport de Zaventem

- À terme, nous voulons arriver à un Metropolitan Board of Mobility où le transport ferroviaire, tout comme celui de tram et de métro, serait géré dans la Communauté métropolitaine bruxelloise depuis un organe central.



- Les fréquences des liaisons de transport public entre Bruxelles et l'aéroport doivent augmenter.

- L'Open Vld veut faciliter le trafic multimodal des navetteurs vers Bruxelles, en augmenter le nombre de parkings de dissuasion. Outre les parkings prévus (COOVI, Stalle, Esplanade et Kraainem), nous voulons créer 3000 places de parking de dissuasion sur le Parking C et y mettre une liaison de tram. Ainsi, nous valorisons un terrain laissé en friche et nous veillons également à une capacité suffisante de places dans les parkings de dissuasion pour les navetteurs venant d'Anvers et du Nord de la Flandre orientale, un groupe particulièrement important.

7.3. une mobilité qui marche à Bruxelles

La mobilité tourne en premier lieu autour des piétons. L'arrivée d'une zone piétonne au centre de Bruxelles, sous l'impulsion de l'Open Vld, a rencontré beaucoup de critiques (injustifiées), mais il s'agissait d'un choix courageux qui a changé définitivement la nature du centre-ville en rendant une partie de celui-ci aux usagers faibles. Dans le centre-ville bruxellois, la voiture doit être une invitée et les piétons et cyclistes doivent mener la danse :

- Nous voulons davantage investir dans des espaces urbains pour les piétons. Nous voulons principalement nous focaliser sur des trottoirs confortables, des carrefours et passages pour piétons favorables aux piétons et clairs. Nous demandons davantage d'attention pour les zones de promenade autour des carrefours des transports publics. La lisibilité de la route doit être améliorée. Nous voulons adapter la signalisation. Des panneaux doivent également indiquer à quelle distance on se trouve à pied d'un endroit. Nous plaçons pour une communication en ce qui concerne la marche et la promenade en ville. Cela peut aider améliorer la culture de la promenade. Le pouvoir public doit examiner les missions que son personnel peut effectuer à pied en vue de montrer le bon exemple. Nous voulons ainsi inciter les gens à parcourir des courtes distances à pied.



- L'aménagement des nouvelles zones piétonnes, à l'instar de Bruxelles-Ville, doit aller de pair avec des études concernant le développement commercial du quartier accompagné par un projet de participation avec les riverains et les commerçants. Les zones piétonnes à développer doivent être inscrites dans une philosophie de couloirs de promenade qui permettent d'être lisibles et qui s'intègrent dans une logique de mobilité. Nous plaçons aussi pour la plantation intelligente d'arbres dans de nouvelles zones piétonnes.

- Pour disposer d'espaces qualitatifs, nous plaçons pour mettre un terme à l'aménagement de zones vertes qui ne sont pas ou presque pas accessibles aux piétons, nous pensons ici aux îlots directionnels avec des plantations au milieu des ronds-points. S'il y a de la place pour prévoir un îlot directionnel avec des plantations, il y a aussi de la place pour diminuer la capacité de circulation et installer l'espace vert du côté des piétons.

- Lors du développement du réseau bruxellois piéton/promenade, nous plaçons pour l'installation de bancs, de toilettes publiques propres et sûres (accessibles aux femmes et aux parents avec de jeunes enfants), et de fontaines publiques. Des bancs doivent inviter les piétons à se reposer un instant.

- Nous voulons équiper les passages piétons et feux de signalisations bruxellois de décomptes et compteurs (pour aveugles et malvoyants). Nous voulons également examiner si des routes adaptées aux personnes à mobilité réduite ne peuvent pas être aménagées dans des endroits récréatifs et touristiques.

7.4. vélo and co

Une meilleure mobilité de et vers Bruxelles ainsi que dans Bruxelles, cela signifie également investir dans les cyclistes et les piétons. La percée des vélos électriques est un game changer. Le réseau des pistes cyclables doit être amélioré et étendu, comme nous le demandons depuis 2010.

- Les cyclistes et les piétons doivent être clairement séparés. Aujourd'hui, ils doivent encore à bien trop d'endroits se partager la route, ce qui engendre des situations dangereuses. La piste cyclable rue de la Loi est un exemple classique.
- Nous voulons combler le retard et prévoir une structure pour les cyclistes digne de ce nom sur les routes bruxelloises régionales et communales, développées depuis la perspective du cycliste. Celles-ci doivent tenir compte du relief et doivent permettre des axes de circulations moins pollués et à la circulation limitée. Des concertations avec les associations de cyclistes sont indiquées. Nous aspirons tant que possible à des pistes cyclables séparées et surélevées où le revêtement est coloré et avec un sens de circulation clair accompagné de panneaux.
- Nous voulons également utiliser la collaboration à l'échelle métropolitaine, des routes cyclables doivent s'imbriquer d'une Région à l'autre sans interruption. Nous plaçons pour que le Brabant flamand et la Région de Bruxelles-Capitale développent un plan de pistes cyclables et mettent en place un groupe de travail. Cela doit permettre de résoudre les obstacles existants entre les larges pistes cyclables et de développer une signalisation unique.
- Nous voulons accroître le nombre de parkings à vélos dans la ville, dans les rues commerçantes et aux haltes de transports publics. Nous voulons entre autres réaliser cela en introduisant une norme de parking vélos dans la rénovation/construction de bureaux, aménagements, supermarchés, etc. Nous voulons qu'il en soit tenu compte lors du réaménagement des rues afin d'intégrer davantage d'espaces pour les piétons mais également que les rues deviennent « parquables pour les vélos », c'est-à-dire que les riverains puissent bénéficier de davantage d'espace pour parquer leur vélo à proximité de leur habitation, sans obstruer le passage pour les piétons.
- Nous voulons prévoir un réseau de lieux de réparation de vélos dans les stations de métro et à des carrefours multimodaux. Toutes les cinq stations de métro, il faudrait pouvoir disposer d'un lieu de réparation pour vélos.
- La capacité du métro étant revu à la hausse, nous devons davantage penser à rendre le métro plus favorable aux vélos.
- Nous plaçons pour des campagnes régulières qui permettent aux cyclistes de juger du réseau cycliste afin d'identifier les chantiers devant être améliorés et y remédier. Nous plaçons pour un service spécifique qui, ponctuellement, enlève les gravillons et les débris de verre du revêtement.



- Au cours de la prochaine législature, nous voulons travailler à un cadre légal régional pour tous les modes de transport ; comme les steps que l'on voit fleurir aujourd'hui. L'infrastructure existante doit également être adaptée aux nouveaux modes de transport, pour lesquels la sécurité routière prime, tout comme la complémentarité avec le transport public. Nous voulons que ces services soient disponibles depuis l'économie collaborative sur l'ensemble de la Région et dans une phase suivante, dans l'ensemble de la région métropolitaine.



7.5. cela arrivera bientôt



- Grâce à l'Open Vld, la STIB est passée aux bus hybrides et d'ici 2030, tous les bus de la STIB seront électriques. Nous poursuivons l'électrification des bus de la STIB et nous prévoyons l'infrastructure nécessaire de recharge.

- Nous encourageons les communes bruxelloises à faire passer leur flotte à l'électrique. Cela peut se faire en partenariat avec la STIB.

- Afin de satisfaire à la demande croissante de connexions internationales de bus avec Bruxelles, il convient d'installer un terminal international de bus qui soit relié avec le nerf de notre réseau de transport public et donc qui y adhère. Il faut également prévoir les commerces nécessaires à proximité des arrêts.

- Nous plaidons pour la poursuite du développement du transport public nocturne à Bruxelles. Il convient d'évaluer le réseau nocturne de bus NOCTIS qui se doit d'être complémentaire au métro et qui roule jusqu'à 3h du matin. En collaboration avec le secteur des taxis, le transport de nuit bruxellois doit représenter une alternative importante dans les déplacements avec les voitures.

7.6. la voiture et les autres véhicules

Contrairement à d'autres partis, l'Open Vld n'est pas à priori contre le véhicule individuel. Nous voulons concilier davantage d'espaces et de possibilités pour les cyclistes et les piétons avec la volonté du Bruxellois de pouvoir utiliser son véhicule, son scooter ou sa moto. Il est clair que la mobilité est en plein changement. Nous voulons y investir pleinement. Mobility as a service remplace déjà, avec des systèmes de voitures partagées, la possession classique d'un véhicule. Il s'agit d'une évolution que nous applaudissons. En outre, il est clair que la part de propriétaires de véhicule émettant des particules de CO2 doit diminuer. Le rôle des LEZ à Bruxelles y veillera au cours des prochaines années. Mais nous avons encore d'autres propositions :

- Nous souhaitons la suppression de la taxe annuelle de circulation et la taxe de mise en circulation et optons pour une alternative intelligente et budgétairement neutre où l'utilisateur de la voiture n'est plus taxé sur la possession d'un véhicule mais sur base de où, quand et à quelle fréquence il utilise son véhicule. Le travail préparatoire à cet effet a déjà eu lieu par un panel d'experts. Durant la prochaine législature, nous voulons continuer à investir dans cette réforme de la fiscalité automobile. Un premier pas concret est que nous allons taxer les véhicules sur base de 3 paramètres : le type de carburant, la norme euro (année de construction) , et l'émission CO2. Ces paramètres sont soumis à une pondération et forment une sorte de montant de référence, ce montant reste stable durant tout le cycle de vie du véhicule. Avec ces paramètres, nous jouons aussi bien sur la pollution de l'air que sur le changement du climat. À terme, cela doit mener à une taxation kilométrique intelligente où le conducteur sera taxé sur les caractéristiques environnementales de son véhicule ainsi que quand et où il utilisera celui-ci.

- La sécurité routière est primordiale. Bien trop souvent, nous constatons que les utilisateurs faibles de la route sont victimes de chauffards de la route et des aménagements de la voirie en mauvais état. Nous voulons davantage de contrôles de vitesse, d'alcool et de drogue (voir sécurité), cela irait de pair avec une optimisation des zones 30. Nous voulons également que les routes dans des zones à problèmes soient réaménagées, afin d'avoir un effet décourageant constant pour les vitesses excessives et autres infractions routières.

- Lors des heures de pointe, nous voulons créer des vagues vertes par le biais d'un étalement intelligent des feux de signalisation le long des grands axes de circulation à Bruxelles. Via ce système, les véhicules peuvent rouler à vitesse constante sans devoir sans cesse s'arrêter au feu rouge. Nous veillons ainsi à ce que les véhicules ne doivent pas tout le temps freiner et redémarrer, ce qui occasionne d'importantes émissions de CO2.

- Nous continuons de plaider pour une réforme de la réglementation autour des voitures de société. Sous l'impulsion de l'Open Vld, des mesures ont déjà été entreprises pour développer une alternative aux véhicules de société ; le budget mobilité ou le cash supplémentaire. Nous plaidons pour le développement d'un bonus logement alternatif, par lequel le même régime fiscal vaut pour



une intervention avantageuses dans toutes sortes de frais de logement. De cette manière, nous voulons réprimer une partie des mouvements de navette et stimuler davantage le fait d'habiter en ville. Le parc des voitures de société doit évoluer vers un zéro émission d'ici 2028. Les pouvoirs publics se doivent de donner ici l'exemple.



- Les sociétés qui réalisent une diminution substantielle de l'impact du transport de leurs employés doivent être fiscalement récompensées.

- Les voitures restent inutilisées une grande partie du temps. Mais si elle sont parkées, elles prennent de la place sur la voie publique. Se parker dans une ville animée reste un défi. Il ressort d'une étude de 2015 que 38% les véhicules sont parkés sur l'espace public. 26% est occupé par des places de parking devant les habitations. Il est clair que la disparition de places de parking sur la voie publiques lors du réaménagement de l'espace public dans certains quartiers, a engendré de sérieux problèmes de mobilité. Principalement parce que l'on a pas pensé à des alternatives/compensations d'espaces de parking en dehors de la voie publique. Pourtant, cela figure parmi les points de départ du plan IRIS II. L'Open Vld veut mettre en place davantage de places de parking en dehors de la voie publique (via des adaptations des permis d'urbanisme) et passer à des systèmes de parking innovants (via des app de parking par exemple ou des pocketparkings). Nous voulons nous focaliser sur des quartiers d'habitation typiques. Pas uniquement pour les riverains, mais également pour les personnes qui viennent les visiter. Nous souhaitons qu'il y ait plus de stimuli pour les entreprises afin de rendre public leurs espaces de parking en dehors des heures de bureaux pour les riverains.



- Nous voulons un contrôle plus strict du parking dans les zones de livraisons pour les entreprises. Nous veillons à un système d'autocollant que les fournisseurs peuvent apposer sur leurs véhicules de sorte à être reconnaissable pour les stewards et les agents de circulation. L'occupation de zones pour chargement et déchargement par de véhicules privés occasionne des files et des embarras de circulation.



- Nous voulons des contrôles plus stricts pour les mauvais stationnements sur les places réservées aux personnes à mobilité réduite ou sur les pistes cyclables.

- Pour les navetteurs et la circulation locale, nous voulons continuer à développer un réseau de panneaux de parking en temps réel. Nous souhaitons également sur ce plan agir au niveau de la région métropolitaine. Depuis les voies d'accès bruxelloises, l'on pourrait installer des panneaux de guidage dynamiques devant indiquer où des places de parking sont disponibles.

- Nous voulons étendre fortement le réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques. Nous souhaitons le faire en supprimant les taxes de stationnement existantes pour ceux qui mettent à disposition du public des places de parking avec bornes de recharge. La Région de Bruxelles-Capitale doit également faciliter la recherche et le développement de véhicules électriques.

7.7. la mobilité de demain

Parce que la mobilité sera à l'avenir moins axée sur le véhicule ou la possession de celui-ci, nous voulons soutenir de nouvelles évolutions pour les véhicules partagés en simplifiant là où c'est possible le cadre réglementaire et en permettant l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché de la mobilité afin d'arriver à une meilleure mobilité et qualité de l'air à Bruxelles.

- Bruxelles doit préparer l'arrivée de véhicules autonomes.
- L'Open Vld plaide pour l'introduction d'une réelle culture d'entretien de l'espace public, mais également de l'infrastructure liée à la mobilité. Les tunnels bruxellois étaient à ce niveau un point névralgique important, avec toutes les conséquences pour l'économie bruxelloise. L'Open Vld a prévu des moyens pour rénover drastiquement les tunnels bruxellois. Il vaut mieux prévenir que guérir. C'est pourquoi, nous voulons un suivi plus précis et davantage d'investissement pour l'entretien. Bruxelles Mobilité doit, à ce niveau, agir plus énergiquement et de manière plus proactive. Bruxelles Mobilité doit également contribuer à la gestion de la mobilité. Nous constatons par exemple que lors de travaux ou d'accidents, les automobilistes ne sont pas suffisamment informés ou prévenus de routes alternatives. Chaque circonstance imprévue occasionne vite d'énormes embouteillages à Bruxelles. Des outils nécessaires doivent être développés pour éviter cela. La collaboration à échelle métropolitaine est indispensable à ce niveau.

62 • Nous voulons donner plus de chance de développement aux applications de mobilité et aux systèmes de gestion de mobilité pour mener à bien la circulation bruxelloise. Des banques de données ouvertes mises à disposition par des organismes régionaux restent capitales pour pouvoir arriver à des adaptations adéquates. Mobility as service représente pour nous l'avenir. Nous voulons également des paiements plus faciles.

7.8. les taxis à bruxelles

• Nous voulons évoluer vers une offre de taxi saine et axée sur le client, où celui-ci n'est pas uniquement le roi mais où les prix pour l'utilisateur sont également réalistes. Ce n'est que de cette manière que le secteur bruxellois des taxis pourra croître et devenir une alternative de qualité dans la politique bruxelloise de mobilité. Nous démarrons également la discussion à l'échelle métropolitaine. Bruxelles et l'aéroport sont des vases communicants. Pourtant, l'entêtement communautaire empêche d'élaborer une politique de taxi à la mesure de la Région métropolitaine.

• L'Open Vld plaide pour une politique de taxi axée sur le futur et qui permet une marge pour de nouvelles initiatives.



bosser pour bruxelles

avec nos salutations libérales,

guy vanhengel - carla dejonghe - khadija zamouri -
stefan cornelis - vincent riga - quentin van den hove -
ethel savelkoul - kurt deswert - lamia khan -
frederik ceulemans - valérie libert - melanie verroken -
erik van den berghe - mireille corteville -
wim vanobberghen - isabelle rossignol - sven gatz -
els ampe - lionel bajart - martine raets -
laurent van der elst - massimo scotti - ariane de croo -
franc bogovic - sofie geeroms - ayoub el azzaoui -
catherine de buck van overstraeten -
maude van gijseghem - marc daniëls -
mimi crahaj - stef colens - christel verhasselt -
emeline roobroek - david praet -
nazgul bulmukhanova - jarl thimpont - filiz urus -
jelman haaze - werner spinnoy - jenny van hoeymissen -
tamara de groof - jan de ceuster - aviva dierckx -
sheraz rafi - frederic masil - sophie grulois -
kristel janssens - philippe adriaenssens -
frédéric phalempin - mia joosten - franck goethals -
ann michiels - albert verdeyen